

Relevé des interventions des membres du CN des 16 et 17 mars 2019

Nous publions les interventions qui ont été rendues à ce jour, soit sous forme de résumés, soit intégrales.

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

01 Isabelle Mathurin – Paris

La Commission nationale services publics du PCF a pris la décision de valoriser les initiatives prises dans les fédérations dans les publications du Conseil national pour faire circuler l'information sur ces expériences. Concernant le projet de loi de transformation de la fonction publique qui porte gravement atteinte au statut et aux services publics, la Commission prépare une adresse aux fonctionnaires pour la fin mars, qui sera disponible pour les fédérations.

02 Denis Durand – Paris

Nous ne faisons pas encore, d'après les sondages, la percée dont le rapport souligne la nécessité. Et pourtant, Ian Brossat mène campagne avec grand talent, nos autres candidats aussi, nous sommes bien accueillis quand nous nous adressons à la population. Mais tout se passe comme si l'électorat nous considérait comme « disqualifiés » pour participer à cette compétition électorale. Cela tient, bien sûr, à la censure qui nous vise mais aussi, pour une part, à nos choix politiques passés, puisque nous avons dit aux citoyens pendant des années qu'il valait mieux que le PCF ne présente pas de candidats dans une élection nationale. Notre 38^e congrès nous a donné les moyens politiques de sortir de cet effacement.

Aujourd'hui, l'urgence est de mener la bataille sur nos propositions pour l'Europe, qui sont inspirées de la cohérence qui structure le projet communiste tel que l'a défini le congrès. Des objectifs sociaux et écologiques, oui ! Mais avec les moyens de les financer. Comment répondre aux attentes des citoyens si on ne s'attaque pas au coût du capital ? Si on se déclare impuissants face aux verrous de l'austérité budgétaire, du Pacte de stabilité et de l'indépendance de la BCE ? Il faut donc conquérir de nouveaux pouvoirs par les travailleurs et les citoyens, non seulement dans les institutions politiques nationales et européennes mais aussi dans l'économie, là où se décide l'utilisation de l'argent et où le travail des femmes et des hommes crée les richesses. Porter cette cohérence à la connaissance de nos concitoyens, mettre ces propositions à la disposition des luttes pour contribuer à leur succès et au rassemblement à gauche : voilà la première utilité de la campagne du Parti communiste pour les élections européennes.

Par exemple, les services publics sont un des sujets les plus activement débattus dans les mobilisations sociales et dans la campagne pour les élections européennes : toute notre société souffre de leur étranglement financier, de leur dépérissement organisé dans les territoires, de l'épuisement des agents chargés d'en faire bénéficier la population. Mais il y a aussi une énorme attente de services publics, dans les esprits, sur les ronds-points, dans la rue, de la part de tous ceux qui affrontent les difficultés de la vie quotidienne, de la précarité, des bas salaires. De nouveaux services publics, démocratiquement gérés avec de nouveaux pouvoirs de leurs agents et de leurs usagers, développant des coopérations intenses avec leur environnement économique, sont un enjeu central de la réponse aux défis sociaux, écologiques, économiques, financiers, culturels, politiques qui travaillent notre XXI^e siècle. Il faut donc s'attaquer à la cause profonde des atteintes portées au service public – la domination du capital et de son bras armé, les marchés financiers dopés par la création monétaire des banques et des banques centrales. Dans ce que nous appelons le communisme, à la fois but et chemin vers une civilisation visant au développement de toutes les capacités humaines, les services publics sont ainsi une étape pour dépasser radicalement des marchés mondialisés en

crise, où la concurrence, sous la pression insatiable des capitaux financiers à la recherche de rentabilité, produit gâchis de capacités humaines, inégalités grandissantes et tendance permanente à la déflation. Mener ce combat pour l'essor de nouveaux services publics, c'est aussi aider à percevoir quelles voies politiques on peut chercher à ouvrir pour la réalisation d'un nouveau projet européen, radicalement opposé à la construction européenne actuelle. On ne changera pas le monde sans changer l'Europe. Mais par où commencer ? Faire d'une modification des traités un préalable ? Cela supposerait l'unanimité de 27 gouvernements pour ouvrir une négociation, la conclure, ratifier les nouveaux traités... En attendant, la situation aura tout le temps de se dégrader de façon irréversible. Or, dès aujourd'hui, on peut lutter, rassembler des forces, en particulier pour exiger les embauches et les investissements dont les hôpitaux, les écoles, les universités, les transports publics, la production d'énergie décarbonée, l'accueil des réfugiés... ont besoin. Dès lors que ces projets seraient économiquement viables et bénéficieraient d'une forte légitimité démocratique, les gouvernements devraient se tourner vers la Banque centrale européenne pour exiger qu'elle utilise son pouvoir de création monétaire pour les financer. C'est l'objet de la proposition d'un Fonds de développement économique, social, écologique solidaire fortement porté par la campagne de Ian Brossat. Chaque projet réalisé, chaque succès remporté par ce type de mobilisation contribuerait, non seulement à concrétiser de premiers exemples de coopération européenne sur des bases tout à fait différentes de la construction actuelle, mais aussi à rassembler les forces qui, devenues majoritaires à l'échelle de l'Europe, rendraient alors irrésistible l'exigence d'un changement des traités.

03 Gisèle Malaval – Aube

S'il y a une catégorie professionnelle qui va voter à l'élection européenne, c'est celle des agriculteurs qui considèrent que c'est une élection essentielle. Leur suffrage ne se calque pas forcément sur un clivage gauche/droite mais va aux propositions techniques concernant la PAC. Nous avons des propositions concernant la souveraineté alimentaire des Européens, la nécessité d'un budget fort pour une harmonisation par le haut, et aussi –et surtout, pour de nombreux « petits » agriculteurs –la réorientation des aides. Il me semble donc urgent de produire un tract national dédié à l'agriculture –viticulture - élevage, pour pouvoir toucher cette partie de nos concitoyens, qui, pour certains, ne nous connaissent même pas. Il est urgent de pouvoir faire connaître nos idées là où elles ne pénètrent pas d'habitude.

04 Olivier Dartigolles – Pyrénées Atlantiques

Il y a beaucoup de politique tout autour de nous. Beaucoup de politique dans la société toute entière. C'est le cas avec la mobilisation spectaculaire et inédite de la jeune génération pour le climat. Nous sommes quelques uns ici à avoir eu comme premier engagement la lutte pour la libération de Nelson Mandela. Les jeunes d'aujourd'hui s'engagent pour sauver la planète. Depuis la mi-novembre, le mouvement des gilets jaunes porte principalement sur des revendications pour la justice sociale et fiscale, la dignité des vies, une vraie démocratie. C'est encore le cas avec les débats publics, les cahiers citoyens ouverts dans les mairies. Cette politisation est à la fois caractérisée par un haut niveau d'exigences sur les urgences climatiques, sociales et démocratiques et par une forte défiance, et même parfois un puissant rejet, de la représentation politique, de l'offre politique, des partis et des responsables politiques.

Il est donc normal que tout cela puisse créer du trouble chez les communistes. Nous avons plus observé que participé au mouvement des gilets jaunes. On ne peut pas vraiment dire que nos adhérents aient envahi les salles pour intervenir lors des réunions publiques. On se félicite de la mobilisation des jeunes mais que leur disons nous ? Sommes-nous suffisamment présents et en dialogue avec eux ?

Tout cela pose la question de notre rapport à la société quand la politique fait irruption sous des formes auxquelles nous ne sommes pas habitués. Pas préparés.

La période est au foisonnement des propositions, des solutions. Est-il possible de faire autrement ? À quel rythme ? Avec quels types de compromis ? Ou de ruptures ? L'exécutif ne va pas faire dans l'eau tiède. Des premières indications seront données à la mi-avril avec un débat « citoyen » qui va connaître d'autres initiatives gouvernementales. D'autres forces agissent. Le PCF vient de poser sur la table du Premier ministre 10 propositions pour l'avenir de la France. Pour chacune d'entre elle, il y a des dimensions européennes à discuter auprès de personnes avec lesquelles nous échangeons dans le cadre de notre campagne pour le vote Ian Brossat.

Attention à la manière dont nous réagissons à des plateformes programmatiques, je pense au Pacte Hulot/Berger, à l'avis du CESE intitulé « *Fractures et transitions : réconcilier la France* ». Des choses vont dans la bonne direction, d'autres restent au milieu du gué et, en effet, des propositions ne contestent pas les logiques dominantes. Mais il faut en discuter car ce qui se joue est déterminant pour l'avenir d'un combat progressiste dans notre pays. Quand le pacte Hulot/Berger propose de « *garantir un niveau de pension de retraite par répartition qui ne peut être inférieur au Smic pour une carrière pleine* », quand la CGT au CESE dit « *c'est bien d'un autre paradigme dont il est question, à l'inverse des réformes passées ou projetées, cet avis peut y contribuer, pour peu que le gouvernement fasse sienne les préoccupations qu'il contient* », il y a du grain à moudre.

De quoi l'avenir politique sera-t-il fait ? D'un bipartisme Macron/Le Pen ? Aujourd'hui, pour accéder au second tour d'une élection présidentielle face à Marine Le Pen, la marche est à 20%, c'est pourquoi les macronistes se fixent l'objectif de retrouver le socle électoral du premier tour de la dernière présidentielle en le faisant dériver vers la droite. La sociologie des participants aux débats publics organisés dans le cadre du grand débat national illustre les ressources dont ils disposent. Le PCF se réaffirmera d'autant mieux qu'il sera une force utile pour créer les conditions d'une riposte unitaire face aux dangers extrêmes d'un face-à-face Macron/Le Pen (Marine ou Marion Marechal) ce qui n'est en rien contradictoire avec la diffusion de nos idées, de nos 10 propositions pour la France.

Une dernière chose : je veux réagir aux déclarations répétées sur le fait que le PCF aurait été absent des élections nationales depuis plus de 10 ans. C'est inexact ou alors les élections législatives ne sont plus des élections nationales. A l'heure où nous réaffirmons, avec nos 10 propositions, la nécessité de sortir du présidentielisme, nous avons tout intérêt à ne pas passer par pertes et profits les élections législatives pour lesquelles les candidates et les candidats du PCF, les équipes de campagnes ont consacré beaucoup d'énergie au cours des dix dernières années. Toutefois, si l'idée est de réfléchir aux conséquences de notre absence avec un candidat identifié PCF aux deux dernières élections présidentielles, il nous faut en effet approfondir nos analyses sur la recomposition politique en cours.

05 Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Depuis le 17 novembre, des centaines de milliers de Français manifestent, occupent les ronds-points, remplissent les cahiers de revendications, participent aux débats. C'est un lieu, un moment de politisation inédit. Il est nécessaire de continuer à réfléchir à notre rôle dans ce mouvement. On ne peut se positionner comme observateur. Ni être à côté, comme c'était un peu le cas à l'initiative de ce matin. Au moment actuel, à l'issue du grand débat, il est important de se positionner dans le mouvement, avec nos 10 propositions. Je pense que le CN doit réfléchir à ce que l'on fait de nos 10 propositions. On est à un moment clé, les gens ont joué le jeu du débat maintenant ils attendent des propositions. Il y a beaucoup d'attentes et beaucoup d'inquiétude. Inquiétudes par rapport à la réforme des retraites, au climat, à ce qui

se passe dans les services publics (hôpital, école...) mais aussi au sentiment que tout part à vau l'eau, que l'on va dans le mur. Des attentes fortes continuent à s'exprimer sur la question du rassemblement à gauche. Les plus proches (notre électorat) mesurent la gravité de la situation et posent la question du rassemblement. L'enjeu est de mobiliser notre électorat. Cela passe par traiter de leurs aspirations, de leurs inquiétudes. Ce n'est pas perdre du temps dans la mobilisation pour l'élection européenne que d'organiser des débats, des points de rencontre, des votations sur les 10 propositions, les attentes populaires et nos propositions pour l'élection européenne. Dans notre électorat, l'idée qu'il n'est pas possible de laisser Le Pen et Macron arriver en tête à l'élection européenne, alors que leurs programmes portent tout le contraire du mouvement populaire, peut être forte et nous permettre de porter fortement nos propositions, notre projet.

06 Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine (non communiquée)

07 Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

Forte mobilisation des jeunes sur le climat. On savait que cette thématique prenait de l'importance et ça ne fait que gonfler notamment chez les jeunes. Il y a des manifs partout dans le monde depuis des semaines. Beaucoup de jeunes et de très jeunes, collégiens.nes, lycéen.nes qui sont mobilisé.es, avec des mots d'ordre très politiques de changement de système. Nos slogans étaient repris et parle beaucoup ce qui est vraiment très intéressant. Gros potentiel et gros espoirs pour une mobilisation qui ne peut que prendre de l'ampleur. Produire des matos spécifiques autour de cette thématique. Nous ferons un tract pour les européennes sur cette thématique pour toucher le plus de jeunes possible et les mobiliser pour la campagne de Ian. Des tracts thématiques sont en préparation au MJCF pour l'élection européenne.

08 Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

Gilets jaunes, acte 18 : une crise durable s'est installée dans le pays. Le pouvoir veut faire durer le grand débat. Dans l'adversité, en s'adressant à l'électorat de droite, Macron est parvenu à reconstituer son socle électoral de 2017. Notre camp, la gauche, est en crise et le ralliement de Jadot pour EELV au « ni droite ni gauche, centraux » n'est pas une bonne nouvelle. Dans ce contexte difficile, avec un total gauche à 25 % dans les sondages, nous pouvons faire de l'élection européenne un moment fort pour faire grandir des propositions de rupture avec le libéralisme. Nous avons une très belle liste, avec des candidatures d'une grande richesse. Dans les jours qui nous séparent du scrutin, il nous faut aller chercher les voix une à une, en mobilisant nos candidats sur des territoires, des bassins d'emplois où leur parole, leur expertise, sera la plus efficace. La mobilisation de nos candidat.e.s issu.e.s du monde du travail aidera à la relance du travail du parti à l'entreprise qui compte parmi nos objectifs importants de congrès.

09 Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Mobilisation contre les frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s extracommunautaires. Continuité du processus de Bologne. Forts débats : écologie, féminisme, LGBTI, réfugié.e.s. Aspirations fortes chez les étudiant.e.s : réussir, s'émanciper et maintenant cohérence entre formation /travail et nécessité écologiste. UEC : campagne pour la liste communiste lancée sur les facs. Grandes initiatives dans chaque faculté dans la dernière ligne droite. Priorités de meetings sur les facs (moitié d'une génération). Faire participer nos camarades de promo à la campagne.

10 Yan Le Pollotec – Seine-Saint-Denis (non communiquée)

11 Jean-Marc Durand – Drôme (non communiquée)

12 Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Quelques réflexions et remarques :

1. S'agissant de l'analyse de la situation sociale et politique

La situation sociale et politique est assez complexe et contradictoire pour ne pas réduire l'apport théorique et pratique de notre parti à un unique « avant congrès et après congrès ». C'est vrai aussi pour le comportement et l'action de notre direction nationale comme des directions locales. C'est vrai pour le futur résultat de notre liste aux élections européennes. N'enfermons pas la vie du parti dans un entre-soi, dans une sorte de microcosme où l'on chercherait à être toutes et tous semblables socialement et politiquement. C'est clivant, dangereux et inefficace. Par exemple, comment pouvoir dire que « *nous n'avons pas eu de candidats communistes pendant tant d'années* » ! C'est faux politiquement et nos adversaires peuvent en attester. Mais c'est aussi irrespectueux et blessant pour des milliers de camarades qui ont été candidates et candidats à différentes élections territoriales et aux législatives de 2017 pour défendre nos idées et notre projet de société.

En réalité, cette critique ne vise que la seule élection présidentielle. Alors, il faut le dire ! Le texte voté au congrès a affronté l'enjeu de cette élection. Il est important. Mais il n'est pas l'alpha et l'oméga des réponses à la crise que nous vivons.

Le débat, la confrontation argumentée, bien sûr ! Mais pour ma part, je pense qu'il nous faut maintenant éviter un entre-soi mortifère, éviter l'instrumentalisation de nos différences. Il faut au contraire affronter ensemble les défis politiques et démocratiques et contribuer à construire une issue aux blocages de la société, organisés par les libéraux de tous bords au premier lieu desquels figure Macron. Celui-ci utilise sans vergogne tous les outils qu'offre la V^e République et trouble le débat politique par « le grand débat » qui a quand même mobilisé des citoyennes et des citoyens dans près de 10 000 réunions dans toute la France.

Il faut éviter cet entre-soi pour faire fructifier et dynamiser tout ce qui nous est commun.

La situation est tellement contradictoire et dominée par l'idéologie libérale -et pas qu'en France- qu'il nous faut faire preuve d'effort d'altérité active ; c'est-à-dire donner une qualité politique à ce qui est autre que nous. Dans les luttes, le débat d'idées, il nous faut affirmer une chose : pas de PCF visible et reconnu utile dans la société et électoralement sans dialogues et actions avec tout ce qui se passe de progressiste, de refus et d'alternative au capitalisme.

2. S'agissant des élections européennes

Les sondages nous situent souvent à 2% et quelquefois à 3%. Je ne sais pas s'il s'agit d'un acquis. Oui, c'est un pourcentage bien fragile, mais surtout, il n'est pas définitif.

Un point plus spécifique doit être fait sur les arguments de vote.

Je suis en accord avec cette volonté de cohérence sur le rejet des traités d'austérité. Je ne peux être qu'en accord également avec le traitement des questions de justice fiscale, sociale, redistribution des richesses et de l'argent. Comment ne pas accueillir favorablement l'idée d'une liste composée de 50% d'ouvrier.e.s et d'employé.e.s !

Cependant, quel récit politique national accompagne toute cette démarche ? Et comment les faire davantage connaître ?

Il est évident, en outre, qu'une révolution écologique ne pourra se réaliser sans révolution sociale et économique. Cependant, à ce sujet, notre argumentation est lacunaire, en ce sens quelle ne dit rien sur le sens du vote à gauche pour notre liste. La gauche est à un niveau très bas (environ 25%), favorise un environnement très concurrentiel, qui alterne avec la poursuite d'initiatives de recomposition ou d'abandons : Jadot, « ni droite, ni gauche », le PS qui s'allie à

égalité avec « Place Publique » et une aile droite de l'écologie politique, le mouvement de Corinne Lepage, la FI en perte de vitesse et dans une stratégie d'écrasement de la diversité du peuple de gauche, etc. Comment formuler un espoir pour toutes celles et tous ceux qui se confrontent aux idées des droites et du RN et à la politique de Macron ? Si l'on s'y met toutes et tous, on peut trouver !

Enfin, il y a bien sûr les enjeux européens que d'autres camarades viennent d'évoquer. Pour mobiliser ce qui peut-être notre électorat, pour aller chercher le meilleur résultat d'ici le 26 mai, encourageons les actes militants de proximité (pétitions, rassemblements, débats...) avec l'état d'esprit de vouloir rassembler, de chercher l'unité populaire, de vouloir gagner des reculs ! Celles et ceux qui vont nous apprécier comme des militant.es à égalité avec eux dans l'action contre telle ou telle injustice ou inégalité peuvent partager des arguments en faveur du vote pour notre liste.

13 Vincent Bouget – Gard

Je veux signaler d'abord les mobilisations dans l'éducation, avec notamment de nombreux lycées en lutte contre les réformes libérales du lycée et du bac. Les mobilisations prennent des formes nouvelles (annulation de bac blanc, démissions de profs principaux...). La réponse du ministère est très autoritaire. Le mal être au travail chez les personnels de l'éducation est profond. Sur la situation politique et la campagne des européennes. Le meeting à Nîmes du 15 mars a été une réussite. La salle était pleine (300 personnes) et les participants étaient satisfaits. Cette rencontre va permettre de mettre en mouvement des camarades. Le traitement par la presse locale a été très bon. Il nous faut encore entrer en profondeur. Mais tout en saluant la campagne de Ian et de la liste, il faut aussi mesurer les obstacles que nous rencontrons car les sondages restent très bas, dans une situation qui pourtant remet au premier plan les questions sociales. Il ne faut pas croire que ceux qui se mobilisent attendent nécessairement la parole du PCF, ni d'autres d'ailleurs, sachant que ces mobilisations se construisent en partie en rejet des organisations politiques, et du principe de délégation. Le travail de jonction entre les mobilisations et les aspirations populaires et leur traduction politique est long et complexe. Autre obstacle, la division. Comment apparaître crédible pour être utile, même si nos propositions sont bonnes, quand nous sommes si bas dans les intentions de vote ? J'approuve l'idée que nous puissions mettre en débat avec toutes les forces de progrès, associatives, syndicales et politiques, les 10 propositions que nous présentons. Acceptons que d'autres puissent aussi porter des aspirations au changement. Portons toujours le drapeau du rassemblement pour permettre un débouché politique dans une situation très inquiétante.

14 Pierre Laurent – Paris

La question à se poser est comment créer une dynamique suffisante pour atteindre les 5 % et obtenir des élu-e-s au parlement européen ?

Les mobilisations sociales et citoyennes (Gilets jaunes, débat national, mobilisations syndicales, lycéennes sur le climat...) représentent un atout et beaucoup de potentiels. Nous ne sommes pas au bout des explications sur ce qu'elles portent. La volonté démocratique de reprendre la main sur les décisions politiques en est un élément essentiel : il s'agit d'une entrée ou d'un retour massif en politique de centaines de milliers de gens qui conçoivent leur engagement comme une réponse aux échecs de la politique.

La question qui nous est posée est d'établir la jonction entre ces aspirations et la possibilité de victoires politiques. Cela ne va pas de soi. C'est sur ce lien que doit travailler notre argumentation pour les européennes.

Nous devons partir de nos 10 propositions, installer le débat et y participer à partir des aspirations populaires et des moyens pour y répondre. Nous avons à montrer combien le

combat pour ces dix propositions est lié à celui pour transformer l'Europe et sortir des logiques libérales. Et pourquoi il est nécessaire de se donner des député·e·s européen·nes résolu·e·s à mener, au sein des institutions européennes, un combat fidèle et utiles aux attentes populaires, comme ils et elles l'ont fait au cours du mandat écoulé. C'est ce lien qu'il faut travailler à établir pour valoriser nos élu·e·s, nos candidat·e·s, le vote pour notre liste.

15 Fabien Cohen – Val-de-Marne

Je partage le point de vue selon lequel, il nous faut associer les préoccupations qui sont portés dans les débats qui ont eu lieu dans notre pays et la campagne des européennes. Si le Gouvernement a pris le soin de retirer les questions de santé et de protection sociale du « Grand débat national », pour autant elles étaient bien présentes dans les préoccupations des gens. Que ce soit les restructurations hospitalières et leurs cortèges de fermeture de maternité, d'hôpitaux et de service ou celles de la désertification médicale, pour ne prendre que ces deux exemples, nous y avons opposé nos propositions de plan d'urgence pour l'hôpital et les Ehpad qu'il nous faut rapprocher de notre argumentaire sur la santé et l'Europe alors que se discute à l'assemblée nationale la Loi ma santé 2022 de Mme Buzyn. C'est pourquoi, il est important que le collectif de campagne hebdomadaire de notre liste se rapproche des commissions nationales et pour ce qui nous concerne, de la commission santé/protection sociale, afin de faire vivre les préoccupations sur le terrain des gens et nos propositions nationales comme européennes dans la campagne. Dans quelques jours nous proposerons un tract de la commission sur ce thème. Et nous invitons les camarades et candidats à être présent dans les manifestations auxquelles notre parti est associé comme les Etats généraux des maternités les 22 et 23 mars prochain ainsi que la conférence de presse et la manif européenne à Bruxelles le 2 avril, avec notre groupe au Parlement européen pour dire non à la marchandisation et la privatisation de la santé et la protection sociale. Une initiative qui annoncera la semaine d'action du réseau Européen sur la santé qui organisera à Paris, le 6 avril à la Bourse du travail, les 6 h pour la santé. Je voudrai, dans un tout autre registre, insister après le drame survenu en Nouvelle-Zélande, combien se construit dans le monde une internationale d'extrême-droite fascisante, à l'image du Plan condor en Amérique latine dans les années 70-80. L'exfiltration de Cesare Battisti, collusion entre le nouveau président brésilien d'extrême-droite, Jair Bolsonaro et la Ligue « fascisante » du Nord de Salviti, est un témoignage de cette volonté de construire une telle internationale prônée par Stephen Banon, qui s'est illustré dans la campagne de Donald Trump. Notre parti doit dénoncer un tel projet, et susciter la mise en œuvre d'un Front antifasciste international.

16 Emmanuel Dang Tran - Paris (non communiquée)

17 François Jacquart – Ardèche

Dernier CN avant l'élection européenne, besoin de mesurer ce qui reste à faire pour ne pas « effacer » le PCF du Parlement européen. Certes nous avons une belle liste, une bonne tête de liste mais cela ne suffit pas. Nous disons dans le rapport que nous tendons les mains jusqu'au bout mais cela se traduit comment ? Les luttes actuelles ne se traduisent pas par une appétence au vote y compris pour notre liste. Notre activité doit redoubler notamment auprès de celles et ceux qui nous sont proches. Nous-mêmes, membres du CN, doivent être engagés concrètement sur le terrain pour donner confiance à nos militants qui en ont besoin. Enfin, la question de la ruralité doit être, comme proposée, un axe fort de notre campagne comme celle d'une nouvelle PAC.

18 Marie-Christine Burriland – Rhône

Nous sommes confrontés à deux enjeux essentiels dans la période. La question sociale, portée notamment par le mouvement des gilets jaunes, reste très présente. Est ce que Macron peut

malgré tout parvenir à manœuvrer pour la contourner et poursuivre ses mauvais coups sociaux et démocratiques ? Pour l'instant rien n'est figé mais il y a des motifs d'inquiétude. Comment mettons-nous en mouvement les communistes pour qu'ils ne soient pas spectateurs et marginalisés dans la période et qu'ils puissent rentrer de plain-pied dans la campagne des européennes ? La construction de la convergence des luttes, notre capacité à construire du lien avec les gilets jaunes et au-delà l'ensemble du peuple est bien posée. Ce n'est pas simple. J'ai participé à trois rencontres avec les gilets jaunes, franches et donnant lieu à des discussions approfondies. Nous avançons pas à pas tant sur la question des propositions que celle des conditions d'une transformation du système. Que signifie pour eux le mot insurrection, comment le peuple peut-il prendre le pouvoir, rôle des élus, propositions sur les salaires et la fiscalité... tout cela fait débat, preuve d'ailleurs d'une recherche politique qu'il nous faut entendre sans nous effacer. Le chemin est long, nous avons rencontré des femmes et hommes qui ne votaient plus depuis plus de 10 ans. Nous devons aussi prendre en compte dans la situation le fait que s'il y a multiplicité des mouvements, la majorité du peuple n'est pourtant pas dans la rue. Je partage les propositions du rapport concernant les élections européennes, notamment les deux arguments : nous sommes la seule liste de gauche à avoir rejeté tous les mauvais traités européens, et nous sommes la liste du monde du travail, une liste composée de 50 % d'ouvriers et d'ouvrières qui fera élire la première femme ouvrière au Parlement européen. Nous avons une belle liste, amplifions cet atout. Nous ne pouvons séparer la campagne des européennes et notre bataille sur les 10 propositions pour la France qui doivent en être partie intégrante.

19 Christian Picquet – Haute-Garonne

Nous avons besoin d'un débat approfondi sur le moment politique. Nous nous trouvons devant un tournant majeur du quinquennat. Nous ne sommes plus dans le vide politique et social de la séquence électorale de 2017. D'ores et déjà, le pouvoir est contraint d'infléchir sa feuille de route, ou du moins de l'articuler différemment, y compris s'il veut conserver son cap. Bien sûr, le président peut demain reprendre politiquement la main. Mais c'est uniquement parce que le mouvement des « gilets jaunes » ne trouve pas, par lui-même, le chemin d'une nouvelle dynamique, et qu'il n'existe toujours pas de débouché politique et syndical à la hauteur à gauche. À ce propos, une remarque : si nous sommes à 2 ou 3% dans les sondages en vue des européennes, aucune force de gauche n'atteint les 10%, le total de la gauche ne dépassant pas les 25%. Ce qui veut dire, au-delà de notre propre situation, qu'il n'existe pas réponse progressiste crédible à la crise française et aux attentes du peuple. Il n'en reste pas moins que s'est amorcée une redistribution des cartes. Au plan social, même si le pouvoir retrouve dans les sondages le noyau dur de son électorat, et même s'il recompose à son avantage la base traditionnelle de la droite, le pays a, en quatre mois, pris la mesure du caractère ultraminoritaire de l'orientation conduite au sommet de l'État. C'est un vrai changement dans les consciences. Cela explique notamment, par-delà les contraintes de calendrier, que le gouvernement hésite tant à lancer la deuxième vague de sa contre-révolution libérale, que ce soit sur les retraites ou l'assurance-maladie. C'est aussi sur le plan politique, singulièrement à gauche, qu'il nous faut prendre la mesure d'une recomposition qui a débutée. Le mouvement des « gilets jaunes » a ouvert, à l'échelle du pays entier, le débat sur les choix de politiques publiques. Le Parti socialiste s'étant structurellement et idéologiquement désintégré au fil du quinquennat Hollande, c'est hors du champ partidaire que se recherchent une offre politique et, plus particulièrement, la reconstruction d'un pôle social-démocrate. L'objectif est d'évidence de combler un vide politique dont les conséquences potentiellement ravageuses sont désormais redoutées très au-delà du mouvement ouvrier. Le cas italien obsède même les dirigeants de toute l'Union européenne. Il nous faut ainsi prendre la mesure du « pacte » initié par La CFDT et la Fondation Hulot, que 17 organisations ont cosigné. Sans

doute, cette tentative s'efforce d'ébaucher un compromis social qui ne remet pas en cause le cœur du modèle néolibéral, c'est-à-dire le pouvoir de la finance et l'équilibre du rapport capital/travail. Cela dit, dans le contexte actuel, cette nouvelle offre va inmanquablement occuper un espace, en apparaissant comme une volonté de proposer un débouché politique à la crise. Notre parti se doit donc d'accélérer son réinvestissement dans le débat programmatique. Les « dix propositions » constituent, de ce point de vue, un véritable atout. Outre qu'il faudra assez vite avancer sur un programme d'urgence plus global, cela va nous permettre de nourrir les mobilisations sociales d'un début d'offre politique (alors que l'inexistence d'un tel débouché est l'une des principales hypothèques à la convergence des luttes) et d'ouvrir, à partir de propositions précises, le débat au sein de toute la gauche. Quant aux européennes, l'enjeu est de montrer que notre campagne projette sur le plan européen ce que nous défendons face à la crise française. Il ne doit surtout pas y avoir dichotomie entre les dix propositions et les axes de notre bataille européenne, mais au contraire une étroite articulation. C'est la seule manière d'élargir notre espace électoral en soulignant la cohérence de notre réponse à la crise française et de ce que nous avançons pour une autre Europe.

20 Hadrien Bortot – Paris

Je souhaite tout d'abord m'élever contre ceux ici qui préparent la défaite en la mettant sur le dos d'un supposé effacement. Il faut que cesse l'opposition systématique entre le rassemblement et l'identité. C'est une dérive dangereuse. Pierre [Laurent] tu as bien voulu rendre compte de l'assemblée citoyenne que nous avons vécue dans le 19^e arrondissement. Je veux vous dire que si l'assemblée était composée à plus de 50% par des non communistes, c'est que les gens savent qui nous sommes. Plus que cela, on nous a dit : on vient débattre avec vous car nous connaissons vos valeurs. L'une d'elle est le rassemblement. Ensuite, j'aimerais que nous soyons plus précis dans notre analyse de la situation politique. Nous assistons à la recomposition d'un bloc social-démocrate qui a déjà montré de quoi il était capable sous Hollande. Nous devons être sans complaisance pour le pacte Hulot/Berger qui ne dit rien sur le capital, rien sur le pouvoir dans les entreprises, rien sur les salaires, rien sur le racisme structurel. C'est un texte dangereux devant lequel nous ne devons pas nous laisser abuser. La candidature de Raphael Glucksmann est l'autre face de cette pièce. Nouveau champion du PS, il est d'abord un intellectuel néo-conservateur et atlantiste, d'inspiration libérale, dans la droite ligne du quinquennat Hollande, qui cumulait déjà tous ces défauts. Le fait qu'il ait été adoubé par Anne Hidalgo et une grande partie de l'appareil socialiste, doit nous instruire sur les rassemblements futurs et sur ce qu'est devenu le Parti socialiste. Enfin, quoi penser de notre attitude en cette marche du siècle. En me rendant à ce CN, j'ai croisé l'une de mes camarades qui m'a interpellé pour savoir où était le point de rendez-vous dans la manifestation. Eh bien, il n'y en a pas ! Comment est-ce possible que nous soyons, comme organisation, absents d'une telle mobilisation ? Pourquoi laissons-nous les communistes défiler seulement comme individus ? Pourquoi nous ne distribuons pas un éclairage communiste sur le climat ? Pour moi la raison est simple. Parce que nous nous excluons de tous les rassemblements qui ne sont pas dictés par nous. Comme cette scène grotesque ce matin, au moment du dépôt des 10 propositions pour la France, où les prises de paroles se sont déroulées avec les gilets jaunes défilant dans le dos des prises de parole. C'est bien la preuve que lorsque l'on perd le rassemblement, nous nous invisibilisons, nous ne faisons plus vivre l'identité communiste. Il est enfin temps de tenir les deux bouts pour faire avancer à nouveau nos idées et notre parti.

21 Gilles Gourlot – Paris

Je suis inquiet, la situation est paradoxale. Autant le mouvement Gilets jaunes sonne une réappropriation populaire du politique ; autant le débat politique semble atone et ses acteurs surtout préoccupés par leurs recompositions (surtout à gauche). De ce qu'on peut voir au travers des intentions de vote, on peut constater une représentation inversée par rapport à 2005, alors même que le mouvement en est quelque part une résurgence, ce que l'on peut constater du point de vue géographique et sociologique. Nous payons là « l'échec » de l'après référendum. Il faut cette fois-ci que nous soyons identifiés comme ceux qui se battent pour faire déboucher cette colère même si le mouvement faiblit. Ça passe par nos 10 propositions mais aussi par une remise en cause clairement exprimée des institutions qu'elles soient celles de la 5^e République ou celles de l'Union européenne. Il faudrait aussi que le parti puisse être plus visible dans les mobilisations de rues.

22 Serge Laybros – Lot

Les 10 propositions constituent la feuille de route des communistes et un marqueur fort pour le PCF. Néanmoins, un effort doit être porté sur la PAC qui gave de primes les gros céréaliers et fragilise le monde paysan. Il faut réaffirmer notre volonté de fixer des prix rémunérateurs pour que les paysans puissent vivre dignement et s'attaquer aux marges scandaleuses de la grande distribution. Le service public est l'oxygène des territoires ruraux. Le coeur battant des mobilisations sociales, c'est la défense des services publics de proximité. Notre proposition d'un fonds européen de développement des services publics est un atout pour contrecarrer les politiques libérales qui flinguent le service public et assèchent les territoires ruraux. D'ici le 26 mai, multiplions les initiatives en sollicitant largement les candidat(e)s comme nous le faisons dans le Lot (M.P. Vieu, I. Brossat, F. Saillot, L. Pen, P. Lacaze). Très satisfait du rassemblement le 19 mars devant France 2. Notre éviction des plateaux télé est scandaleuse d'autant que nous avons autant de légitimité que les autres. Ne nous laissons pas abattre par les mauvais sondages, ce n'est qu'à la fin du bal qu'on paie les musiciens !

23 Isabelle Goitia – Hauts-de-Seine

Nous avons des doutes sur nos capacités à rassembler, nos stratégies, la traduction politique des mouvements sociaux à la veille de l'élection européenne. Mais le contexte actuel est très intéressant et inédit. Beaucoup de débats, de questions de société ont été mis en évidence par ces mobilisations. Il y a partout un grand besoin de faire de la politique et de changer les choses. Beaucoup d'attentes. Les gens qui se mobilisent aujourd'hui vont regarder avec intérêt les propositions des candidats à l'élection européenne. Profitons-en ! Nous avons un bon programme, un bon candidat. Investissons tous les lieux de débat, ne regardons pas la caravane des gilets jaunes passer comme nous l'avons fait ce matin lors du rassemblement place Chassigne. Nous restons trop frileux quand nous ne sommes pas à l'initiative. Faire connaître nos propositions, c'est en étant au coeur des luttes. Enfin, bravo pour l'initiative du 19 mars. Beaucoup de camarades sont heurtés par la censure des médias contre notre parti.

24 Léo Purguette – Bouches-du-Rhône (demande de non publication)

25 Jacques Maréchal – Moselle

Le mouvement social actuel devrait nous inciter à interroger notre apport à la société. Produire un projet ou des propositions ne suffit pas à faire bouger les lignes du débat politique, la conscience des salariés. La vie politique traditionnelle est aujourd'hui rejetée. C'est à partir des préoccupations exprimées que nous pouvons agir. Les mobilisations sur le climat peuvent nous permettre de porter des propositions concrètes pour sortir du modèle actuel. Relocaliser les productions, maîtriser la mondialisation, développer les services

publics. Le prochain G7 sur le climat se déroulera à Metz début mai. Cela peut être pour notre parti une expression avec le PGE qui articule enjeu climatique, enjeu social et exigence d'une autre construction européenne. Notre contribution à une marche pour le climat à cette occasion serait utile au débat public.

26 Alain Pagano – Maine-et-Loire

Malgré les tentatives de récupération de LREM ou du positionnement ni droite ni gauche des écologistes, les marches du climat montrent une montée en puissance de la politisation des revendications « anti-système » (capitaliste). Besoin de faire connaître nos propositions en la matière. Par ailleurs, nous sommes en réunion de direction nationale. On est là pour regarder les difficultés et les analyser. Mais on est aussi là pour donner confiance à nos militants. Les sondages indiquent nous « mordons » bien dans l'électorat jeune, on sème pour l'avenir. La réussite des meetings, c'est aussi du carburant positif pour la mise en mouvement de nos adhérents, notre principal atout, qui va nous permettre d'aller gagner les voix une à une et nous faire progresser de plusieurs points dans les intentions de vote.

27 Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime (non communiquée)

28 Ismaël Dupont – Finistère

Le retour des camarades depuis notre dernier CN, c'est que nous avons une liste formidable par la diversité et la qualité de nos candidats avec une tête de liste, Ian Brossat, qui fait l'unanimité. Dans notre comité de soutien départemental, de nombreux non-communistes, des militants du Front de gauche, de nombreux syndicalistes nous ont rejoints. Pour autant, ça ne fait pas le compte pour l'instant dans les sondages. Parce qu'on ne peut pas se résigner au tête à tête entre Macron et l'extrême droite, parce qu'il faut donner de l'espoir à gauche et avoir des parlementaires communistes au Parlement européen, je souhaite que, s'il y a une possibilité de le faire, on relance les discussions et une négociation avec Génération.S en vue d'une union pour avoir des élus qui luttent contre l'austérité et les directives libérales. Nous devons mieux valoriser aussi le rôle et le travail de nos parlementaires, et mieux expliquer ce que fait le Parlement européen. Dans le Finistère, nous mettons cette campagne européenne en lien avec les préoccupations et les attentes quotidiennes des gens : tract sur les EHPAD, la défense des hôpitaux de proximité « A coeur ouvert », réunion publique sur le Brexit avec Patrick Le Hyaric à Roscoff, sur l'égalité femmes-hommes avec Bernard Cindarella, la défense des services publics avec Marie-Pierre Vieu, sur l'accueil des réfugiés avec Maryam Madjidi et les enjeux du réchauffement climatique avec Alain Pagano.

29 Fabien Roussel – Nord

Notre liste est créditée selon les sondages de 2 à 3 %. Mais il faut aussi souligner que ces sondages créditent la gauche d'un total de 25 %, score historiquement bas. Cette faiblesse des forces de transformation sociale vaut quasiment partout en Europe. Cela situe le niveau du défi auquel nous sommes confrontés. La finance est de plus en plus contestée, mais elle déploie tous les moyens pour garder le pouvoir, en France comme en Europe.

Macron, son représentant, est très contesté également, mais totalement mobilisé pour conserver le pouvoir, pour cela il instrumentalise à la fois la montée de l'extrême droite, et le rejet de la représentation nationale. Il entend conforter la monarchie présidentielle et fragilise d'autant la démocratie. En présentant le libéralisme comme le rempart à l'extrême-droite, il affaiblit d'autant tout espoir d'un réel changement progressiste. Redonner de l'espoir constitue donc un immense défi pour le PCF, et plus largement pour l'ensemble de la gauche, qui doit faire valoir un engagement, des idées émancipatrices et un nouveau rapport de forces. Reconquérir un rapport de forces majoritaire pour la gauche passe par un renforcement de

toutes ses composantes, dans leur diversité, en remobilisant l'électorat de gauche durablement inscrit dans l'abstention. Le renforcement du PCF est décisif en ce sens, pour rendre crédible un changement à gauche. Montrons-le en mettant en avant nos différences qui ne sont pas des obstacles, notre originalité, nos propositions. Nous en avons dans tous les domaines, à l'image des 10 propositions pour la France portées au Premier ministre et des propositions mises en avant par notre liste aux européennes. Montrons leur cohérence et leur articulation, pour des réels changements en France comme en Europe. Elles sont les bases pour construire le rassemblement le plus large, dans lequel peut par exemple s'inscrire Benoit Hamon derrière notre tête de liste, Ian Brossat. Les sondages peuvent décourager certes. Mais regardons aussi l'enthousiasme et la confiance suscités par les meetings de Ian, par notre liste et nos candidats. Il faut démultiplier cette dynamique et faire un bond qualitatif et quantitatif dans notre campagne. Avec la mobilisation de tous nos parlementaires et élu·es, de tous nos dirigeant·es, dans les meetings et les initiatives. Avec la multiplication des appels à voter par entreprises et filières, comme nous l'avons déjà engagé avec les cheminots, les postiers, les hospitaliers, les énergéticiens, les territoriaux, douaniers, etc. Avec des initiatives fortes, symboliques, caractérisant notre détermination à combattre l'Europe de la finance et à construire une Europe des droits, des gens, de la coopération entre les peuples. Oui, le défi est difficile mais la remontada est possible !

30 Marie-Françoise Michenaud – Vendée

La Fédération de Vendée, son collectif d'animation et ses militants apportent tout leur soutien aux victimes des viols, violences sexistes et sexuelles, qui se sont produits au sein de nos organisations, du PCF et du MJCF. Notre collectif d'animation a, dès la parution de l'article dans *l'Humanité*, adressé un courrier à Fabien Roussel pour exprimer notre colère et demander le soutien de notre direction nationale aux victimes, l'exclusion sans attendre des agresseurs, responsables des viols ou autres violences sexuelles ou sexistes. Et particulièrement au niveau de notre région, celle des Pays de la Loire, la transparence sur ce qu'il s'est passé, si toutes les victimes ont bien été entendues, et si les violeurs sont bien exclus. Il est grand temps que dans notre parti nous considérions l'égalité femmes/hommes non seulement sous l'angle du travail, de l'égalité salariale, mais que nous intégrions cette égalité dans nos pratiques, dans toutes les sphères de notre organisation, dans nos instances, dans notre fonctionnement, dans nos relations internes. Nous ne voulons plus voir la dévalorisation des femmes dans le regard des hommes, ni dans la société, ni dans notre parti. Nous devons intégrer dans nos discours et dans nos actes cette égalité. D'accord avec le rapport d'Hélène Bidard sur son analyse des transformations profondes des rapports hommes/femmes que nous devons intégrer dans notre parti, et d'accord sur le dispositif « tolérance zéro » mis en place, qu'il est proposé de développer et d'orienter aussi sur l'éducation, la prévention. À s'approprier dans nos fédérations et sections.

31 Céline Malaisé – Paris

Réagir ! L'onde de choc qui touche notre parti suite à la révélation de cas de harcèlements, d'agressions sexuelles et de viols par des jeunes femmes qui en ont été victimes ou témoins n'en est qu'à ses prémices. La libération de la parole n'en est qu'à ses débuts. Pour de nombreux et nombreuses militant·e-s, l'heure est à l'incrédulité de l'ampleur des actes, au choc et à l'interrogation : pourquoi et comment est-ce possible, à cette échelle, dans nos rangs ? Beaucoup d'entre nous sont des militantes féministes investies et reconnues pour leur action politique en faveur de l'égalité femmes-hommes et pour l'émancipation des femmes. Certaines élaborent, en raison de leur mandat électif, des politiques publiques en ce sens et mettent sur pied des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes. Toutes et tous

nous sommes atteint·e·s par ce qui s'est passé et se passe dans nos rangs. Que la direction ait, finalement, eu un discours de soutien inconditionnel et de solidarité aux victimes et de fermeté vis-à-vis des agresseurs de notre parti en notifiant que la règle était leur suspension ; que la direction ait annoncé des mesures de renforcement de la prévention, de la formation en direction des cadres mais aussi de l'ensemble des militant·e·s, des mesures de prise en charge de l'écoute des victimes par le dispositif interne renforcé et par une cellule indépendante... est positif. Toutefois, les modalités de mise en œuvre doivent être réfléchies et établies : la formation doit être systématisée, l'accompagnement et le soutien de la parole des victimes doit être codifié... Cela pourra contribuer à une libération réelle de la parole des victimes et des femmes en général. Toutefois, le nombre d'agressions, de viols ; les témoignages décrivant dans nos organisations de jeunesse un système de domination exercé par les hommes sur les femmes et ouvrant la voie à un continuum jusqu'aux violences ; les défaillances des dispositifs locaux et nationaux rendus visibles par le non-traitement de certains cas pourtant rendus publics, les évitements possibles des agresseurs filant d'une organisation à une autre ; les arguments lus et entendus mettant en cause la véracité de la parole des victimes ou tentant de minimiser la gravité des actes commis, qui pour les viols sont des crimes... tout cela montre qu'il est obligatoire et incontournable de nous réinterroger individuellement et collectivement si nous voulons sortir par le haut de cette crise. Si nous pensons le faire de manière routinière, sans interroger notre fonctionnement de fond en comble et à la lumière de ces actes d'agressions et ces viols ce serait une erreur. Notre fonctionnement d'organisation, perméable à la domination patriarcale et à toutes ses manifestations, doit donc être en partie repensé à travers ce prisme et à partir de l'état dans lequel se trouve notre organisation. Si la parole de femmes n'a pas pu être portée ou n'a pas pu ou su être entendue, c'est que nos cadres organisationnels et nos règles communes de fonctionnement ne permettent pas de réunir les conditions nécessaires à la libération de la parole des femmes, et a fortiori de celles des victimes en raison du système de domination masculine présent jusque dans nos rangs. Le mouvement autonome des femmes dans les années 1970 l'a très justement exprimé. « Les opprimés ne peuvent mettre de mots sur les choses si les oppresseurs sont présents. Il est plus facile de parler de ses peurs, de ses blessures, de ses déceptions et de ses espoirs quand on est entre soi. En s'organisant en groupe et en partageant nos propres expériences, nous comprenons que nos problèmes ne sont pas personnels, mais que nous nous inscrivons dans une structure d'oppression », explique Françoise Vergès pour convaincre de l'utilité d'espaces et de moments non mixtes. La non-mixité a particulièrement été importante pour que les femmes prennent conscience, de manière individuelle et collective, que les violences masculines commises à leur encontre étaient systémiques. Elle demeure un moyen de compréhension des différents mécanismes de domination et de l'oppression spécifique des femmes dans une société patriarcale. Comme l'indique Christine Delphy à propos de la non-mixité : « Cette idée simple, il semble que chaque génération politique doive la redécouvrir. » Je sais que l'organisation de moments et de cadres non mixtes ne fait pas partie des formes naturelles d'organisation du PCF et de ses organisations de jeunesse, mais la situation que connaît notre parti est elle aussi exceptionnelle. J'ai également conscience que des incompréhensions sur le fonctionnement en cadres non mixtes existent. Pour autant, faire le choix de la possibilité de cadres non mixtes revient à se doter d'un véritable instrument de lutte pour les femmes. La non-mixité permet d'avoir à la fois un lieu d'expression qui réunit les conditions d'une libération de la parole des militantes sans jugement et sans explication superflue sur la réalité du sexisme vécu. Un cadre non mixte ne reproduit pas, de par sa composition, les mécanismes de domination présents dans la société et donc aussi dans tout type d'organisations sociales et politiques, il est donc un moment avec un sentiment de sécurité qui permet d'aborder des sujets à la fois intimes et porteurs de souffrances. La non-mixité permet de créer des liens à travers une existence

commune qui détermine une conscience commune, de créer de la solidarité, de la sororité et donc de la force. Ainsi, elle permet la prise de conscience collective et individuelle facilitée par la non-présence des dominants et la transcendance d'une question individuelle en une question politique. Définir l'oppression par les dominées elles-mêmes est une étape essentielle pour que les femmes définissent elles-mêmes leurs priorités politiques et leurs moyens d'action. La théorie de l'auto émancipation, qui est la lutte par les opprimées pour les opprimées, s'applique aussi au mouvement de libération des femmes. Quand elle est choisie, la non-mixité politique est une pratique de base pour le combat de l'émancipation des femmes et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de luttes féministes ne seront pas susceptibles de rebasculer vers une situation de domination patriarcale. Dans la situation actuelle qui traverse le PCF, la possibilité quand les femmes le demandent de se réunir de manière non mixte serait un des moyens pour établir un rapport de force plus égalitaire, de prendre en main les combats féministes et contre les violences sexuelles, d'inverser la peur qui ne doit plus être du côté des victimes mais de celles des agresseurs. Concernant les réserves, les interrogations, voire les oppositions des hommes sur la non-mixité, Christine Delphy indique : « En tant que féministe, je sais que la révolte des dominées prend rarement la forme qui plairait aux dominants. Je peux même dire : elle ne prend jamais une forme qui leur convient ». J'ajoute que la non-mixité n'ôte rien aux militants mais permet aux militantes de prendre elles-mêmes en main les luttes pour leurs droits. Dans une société patriarcale, les hommes ne sont ni des victimes, ni des acteurs de la libération des femmes, mais seulement des alliés potentiels des femmes qui sont le moteur de leur libération. La proposition de cadres non mixtes est une proposition que je fais aux femmes du PCF qui, elles seules, sont à même de décider s'il s'agit d'un bon outil et donc de l'adopter. Des militants hommes pourront trouver cela violent, mais cette violence n'est qu'un pâle reflet de la violence que subissent les femmes. Autrement dit, les femmes du CN n'ont pas à demander l'autorisation aux hommes du CN de se réunir de manière non mixte. Si elles le décident, elles doivent non seulement pouvoir le faire mais aussi le pérenniser et l'institutionnaliser à tous les niveaux du Parti.

32 Nathalie René - Rhône

L'éradication des violences faites aux femmes constitue à la fois un enjeu politique immédiat et une grande cause historique. Ainsi, le Parti communiste doit soutenir activement l'ensemble des luttes engagées par les femmes. Dans le Rhône, le Parti et le MJCF ont décidé d'unir leurs forces pour que la lutte contre le sexisme et le patriarcat soit l'affaire de toutes les générations de communistes. La commission a organisé deux réunions non mixte féminine à destination des adhérentes du Parti et de la JC. Le constat était unanime. Nous observons dans les deux organisations une normalisation des comportements sexistes et machistes. La commission égalité femmes-hommes n'est pas un lieu imaginaire et idéaliste où se construisent des concepts abstraits et des bonnes intentions. Elle se constitue, en mixité, de genres, de statuts et de génération. Elle puise sa base de travail en protégeant et en donnant un sens matériel à la parole des femmes communistes qui s'expriment lors de temps non-mixtes. Cette parole est précieuse et son expression est le résultat d'un processus long et parfois douloureux. Nous lui devons le respect. C'est sur cette base de témoignages et les retours directs des expériences des femmes communistes que la commission construit ses objectifs lors de réunions de travail, mixtes bien sûr. Et nous insistons sur ce point. D'une part, la déconstruction des stéréotypes et des réflexes sexistes ne concerne pas que les hommes. Les femmes intériorisent les injonctions du patriarcat et ne peuvent réellement s'émanciper qu'en s'en libérant. Nous avons organisé des formations sur les stéréotypes et le sexisme en lien avec femmes solidaires. Le 8 mars nous avons projeté le court métrage « Une femme comme moi » sur le harcèlement au travail. Nous avons également élaboré un diaporama sur les différents niveaux d'agressions sexuelles et les peines encourues. En parallèle de ce travail

nous avons décidé, lors de notre dernier CD, que la commission effectuera un travail avec les sections et cellules du département, pour mettre en place dans chacune d'elles les formations nécessaires à la compréhension des mécanismes du sexisme. Les adhérents et adhérentes doivent avoir tous les outils pour se prémunir contre les dominations de genre mais aussi de pouvoir qui sont étroitement liées. Il est donc indispensable de travailler avec nos directions, afin de leur donner les clés pour que les femmes puissent s'exprimer, militer sans subir de sexisme. Être vigilants face au sexisme quotidien, à la systémacité des mots ou des actes qui se caractérisent en harcèlement. Nous devons aussi être conscients de notre responsabilité en tant qu'organisation. Nous ne pouvons plus ignorer que le Parti et le Mouvement des jeunes communistes de France ne sont pas radicalement distincts et imperméables l'un à l'autre. D'où l'intérêt d'un travail collectif sur ce sujet. Le Parti doit être exemplaire dans ce combat, nous en avons besoin et la jeune génération aussi.

33 Jérémie Giono – Isère

En Isère, nous avons été confrontés à un cas de ce type. Un adhérent arrivé dans le département à la rentrée 2018, accusé pour des faits qui remonteraient à 2017. Dès son arrivée, avant même d'avoir un avis officiel du dispositif « Stop violence », j'ai appliqué la recommandation de non-prise de responsabilité. Et dès que j'ai eu un avis officiel, j'ai immédiatement saisi le Procureur de la République. En faisant ça, je me suis personnellement exposé à une accusation de "dénonciation calomnieuse", passible de 45 000 € d'amende et de 5 ans d'emprisonnement. Mais j'assume ce geste : le PCF n'est pas une secte qui réglerait ses cas en catimini ; ces questions doivent se régler devant les tribunaux. Si nous voulons être conformes à notre rôle de grand parti démocratique, c'est notre devoir de judiciaireiser ces affaires. Plus largement, je voudrais intervenir sur les enjeux de la période. Ces questions ne sont pas nouvelles et aujourd'hui en tant que secrétaire départemental se sont des histoires vieilles de 20, 30, 40 ans qui me remontent. Ça n'a malheureusement rien d'étonnant, nous ne sommes pas étrangers à la société, les dynamiques d'oppressions qui s'y exercent nous traversent également. Tout l'enjeu est donc de faire en sorte que ce mouvement de libération de la parole, d'exigence de respect de la dignité humaine, aboutisse à une vraie évolution en profondeur de nos pratiques. Il n'y aurait rien de pire que la conséquence de tout cela se solde par un repli sectaire ou une flambée de vendettas éphémères. C'est un vaste travail d'éducation populaire qu'il nous faut mener à tous les niveaux et sur la durée, y compris en requestionnant nos relations avec notre organisation de jeunesse. Nous devons renforcer considérablement les liens politiques entre le Parti et le MJCF, car on ne peut pas faire abstraction du contexte de cette explosion : un contexte de conflits politiques violents au sein de nos courants de jeunesse. Il est d'ailleurs symptomatique que l'envahissement de tribune au congrès du MJCF soit parti d'un conflit sur la composition des directions. Il faudra analyser ce qui s'est produit dans le détail, ce qui a poussé ces jeunes filles à s'exposer aussi violemment, jusqu'à se mettre en danger. Il faudra analyser qui leur a transmis des « Fake-news », comme par exemple la soi-disant menace de plainte en diffamation que Fabien n'a jamais prononcé. Je voudrais le dire ici, l'instrumentalisation, qu'elle ait pour mobile des conflits politiques ou des règlements de compte personnels, ternit toujours la parole aux femmes. Le sujet des agressions sexuelles n'est ni un sujet de personnes, ni un sujet de coteries politiciennes, c'est un sujet de dignité humaine et de droit pénal. Nous devons le traiter avec tout le sérieux nécessaire. Et lorsqu'il s'agit d'accusations aussi graves, d'accusations de crimes, notre devoir est de le mettre entre les mains de la justice, en accompagnant et en faisant le lien avec notre bataille par des moyens humains et de formation tout au long du parcours judiciaire.

34 Mina Idir – Vaucluse

Libérons la parole, certes, mais écoutons la parole. Écoutons le silence, et tâchons de comprendre ce silence. Ces découvertes ne sont pas des révélations mais une surprise, une surprise de voir qu'une telle violence et de telles pratiques existent au sein de notre parti. Notre parti que nous voulons à l'avant garde de toutes les luttes a encore du travail devant soi. Lutter contre le harcèlement, les violences sexistes et sexuelles, c'est aussi analyser les comportements masculins face aux femmes. Les joutes verbales, la violence dans les propos, les femmes à qui les hommes sans aucune gêne coupent la parole ou méprisent en ont assez. Stop à ces pratiques ici et ailleurs. La lutte féministe ne doit pas se dire mais se vivre et à tous les échelons du parti. Dans nos pratiques politiques, j'ai découvert qu'être une femme peut être plus compliqué que je ne pensais. Dans les combats électoraux, choisir une femme candidate à un non choix ou une évidence quand tout semble perdu d'avance. Chers camarades, être un parti féministe ça ne se décrète pas, ça se construit. Des actes et pas que des paroles. La violence ressentie ces derniers jours par nos camarades dans toute la France par la révélation des viols, des harcèlements sexuels. Cela a secoué, nous a secoué, m'a secoué, moi la militante féministe. J'ai une pensée pour les victimes hommes et femmes et leur réitère ici tout mon soutien. Tout mon soutien aux camarades du dispositif Dominique, Corinne et bravo pour le travail fourni. Merci à Hélène pour son intervention. Je tiens à féliciter la direction pour la réaction et les décisions prises. Mais il ne faut rien lâcher. Mais Cher.e.s camarades, le parti est traversé par toutes les violences systémiques de la société. Des discriminations existent, des violences racistes, sexistes, homophobes existent. En tant que responsable de la Commission lutte contre le racisme et pour l'égalité, j'ai reçu des témoignages de jeunes militant.e.s, des questions et la volonté d'être accompagnés suite à des propos racistes. Des victimes de l'homophobie sont de nos rangs, ils, elles méritent notre soutien. Le PCF n'est pas un îlot de pureté, c'est une communauté à l'image de la société. Nous luttons contre toutes les oppressions, contre toutes les discriminations. Certains vont se dire non, pas de racisme chez nous, non pas d'homophobie chez nous. Et pourtant, l'essentialisation, certaines paroles peuvent heurter et blesser. Regardez autour de vous, 190 membres du CN, moins de 10 racisé.e.s. Alerter ce matin, c'est pour ne pas entendre dire dans quelques mois que nous ne savions pas. Alors pour que toutes les violences soient prises en compte, pour ne pas glisser vers une hiérarchisation des violences, vers une concurrence victimaire, nous nous interrogeons sur la création d'un dispositif contre tous les harcèlements, contre toutes les agressions. Soyons un parti d'avant-garde, en ces temps troubles et obscurs, nous devons être formés sur toutes ces questions, ainsi que nos futurs cadres sur la lutte contre les violences sexuelles, homophobes et racistes. Rien ne doit être éludé ou minimisé, c'est notre responsabilité collective. La convergence des luttes ça doit commencer ici, dans nos rangs. Je rejoins Céline Malaisé sur la mise en place d'ateliers non mixtes pour que les femmes, les racisés, les LGBTI puissent parler, dire, sans avoir peur d'être jugés. La non mixité existe déjà, parfois sans s'en rendre compte, c'est là la force du patriarcat. La sororité et la fraternité sont des clés et la peur doit changer de camp partout.

35 Laurence Cohen – Val-de-Marne

Les violences faites aux femmes sont un fléau qui touche toute la société et qui hélas se retrouve également dans nos organisations. Apprendre que des femmes, des jeunes filles, nos camarades, ont pu être victimes de viols est une grande souffrance pour les communistes que nous sommes. Mes pensées vont tout d'abord aux victimes que je soutiens totalement. Nous sommes une organisation politique et notre responsabilité est de comprendre comment nous en sommes arrivés là. Aujourd'hui, le fait qu'il y ait une session entière consacrée à cette question est un événement à souligner. Le rapport très politique d'Hélène a permis d'ouvrir la discussion en ayant en main tous les éléments et tous les enjeux. Mais, pour agir, il faut mesurer les résistances qui existent dans le Parti. Les violences faites aux femmes font partie

d'un continuum qui part d'un postulat, au cœur du système patriarcal, que la femme est un être inférieur à l'homme. Nos sociétés subissent 2 systèmes de domination : le capitalisme et le patriarcat, ce dernier étant bien antérieur au premier. Si, depuis les années 2000, notre parti a davantage intégré que ces 2 systèmes se nourrissent mutuellement sans jamais se confondre, il a été plus compliqué d'admettre, du et de la dirigeante à l'adhérent·e, qu'il n'y avait pas de hiérarchie entre les 2. Certes, nos textes de congrès l'affirment, mais dans les faits, ce que porte notre parti est que la lutte contre le capitalisme est la lutte NOBLE, primordiale, essentielle, et qu'elle doit être privilégiée. L'histoire du PCF vis-à-vis du féminisme est faite d'ombre et de lumière. Aujourd'hui, les yeux s'ouvrent, les propositions fusent, c'est une très bonne chose. Mais si on ignore les blocages qui existent dans nos rangs, on passe à côté de l'ampleur du travail collectif que nous devons déployer. Ainsi, le questionnaire aux adhérent·e·s de novembre 2017 plaçait notre combat féministe en dernière position, loin derrière les autres priorités. Cette enquête interne est révélatrice de l'état des mentalités dans nos rangs. Notre vigilance doit être quotidienne : qui s'est ému hier de voir que la table de présidence était occupée exclusivement par 4 hommes ? Alors, oui, il faut des formations sur le féminisme, sur le système patriarcat, mais il faut savoir qu'elles existent depuis longtemps, que, malheureusement, elles sont optionnelles et que peu de fédérations ont choisi de l'intégrer dans leurs cycles de formation. De même, un bulletin interne, intitulé « Féminisme et communisme », paraît depuis 2003, riche de nos analyses, nos prises de position, nos communiqués de presse, du travail fait avec les associations féministes et est adressé aux fédérations. Combien le ventilent à leurs adhérent·e·s ? Pourtant ce bulletin a été pionnier et a ouvert la voie à d'autres secteurs de travail. Ces exemples, choisis parmi tant d'autres, posent, au-delà de la commission nationale « Droits des femmes et féminisme », la question du partage de nos travaux, de leur validation, de la transmission de notre histoire, du lien entre les commissions et le Parti dans son ensemble. Ne pas régler cette problématique appauvrit le rayonnement de nos idées et nos capacités d'actions. Ainsi, quand nous parlons d'inéligibilité d'un élu, auteur de violences sexuelles, c'est une proposition que nous avons portée dès 2003 avec Marie-George Buffet mais qui ne semble pas connue dans nos rangs. Enfin, depuis 1 an, nous avons mis en place un dispositif de veille, de recueil des témoignages des victimes de violences. Ça ne s'est pas fait du jour au lendemain, car il a fallu gagner l'idée qu'il s'agissait d'une priorité et le soutien de Pierre Laurent a été décisif. Il a fallu aussi convaincre des camarades de devenir les référent·e·s, leur proposer une formation, avancer sans avoir de schéma préétabli pour un parti politique, donc inventer. Et je me réjouis que nous prenions des mesures pour le renforcer et pour accompagner le MJCF. Voilà tout ce que nous devons prendre en compte à minima si nous voulons nous revendiquer comme étant un parti féministe. Je veux terminer mon propos sur notre résolution que je soutiens totalement mais qui mériterait que l'on mette en exergue, dans le dernier paragraphe, les bonnes pratiques de 2 départements, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, avec des actions innovantes, sous l'impulsion de communistes.

36 Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle (non communiquée)

37 Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle (non communiquée)

38 Hadrien Bortot – Paris

Je ne me joindrai pas au concert de louanges sur la gestion de cette crise. Nous avons attendu qu'elle éclate, alors que tout le monde était au courant de ce qui couvait depuis le congrès de la JC. Plus encore, le premier communiqué de réaction aux premières révélations était indigne de notre parti. Comment peut-on mettre sur un pied d'égalité les violences sexuelles et sexistes et le fait de balancer des noms sur internet ? Je crois que nous montrons là une forme

de décalage dans notre rapport entre les individus et le Parti comme collectif humain. Certaines choses n'existeront plus, la discipline qui fait passer les intérêts du Parti au-dessus des individus est une conception révolue. Nous devons nous interroger sur deux choses : La première c'est comment l'appareil a-t-il pu se mettre du côté des agresseurs ? Quels sont les niveaux de responsabilités ? Couvrir n'est-ce pas participer de l'agression ? Il ne s'agit pas de défaillances, il s'agit d'un système. Ne nous leurrions pas, ce genre d'agression ce n'est pas nouveau parmi nous. Pour moi, taire ou faire taire ce genre de comportement doit être répréhensible. Je souscris à la proposition de Céline sur les réunions non-mixtes et je crois également qu'elles peuvent s'étendre à toutes les formes de domination. Je souhaite également que nous avançons vers une procédure conservatoire pour mettre à l'abri et protéger les victimes bien sûr, mais également les cadres qui doivent être confortés par tout un appareil qui n'a pas d'autre choix que de ne pas tolérer les violences. La seconde nos liens avec la JC. Ces événements sont révélateurs d'un abandon du suivi de la JC au plus près de son activité militante. Nous sommes, comme dirigeants communistes, des adultes face à des jeunes en formation. Nous ne pouvons pas laisser dire et faire n'importe quoi. Encore une fois, je souhaite alerter sur des dérives notamment dans ma fédération à Paris. Nous ne pouvons pas laisser prospérer des propos racistes et islamophobes dans la jeunesse communiste. Par exemple, quand en congrès certains proposent d'installer des caméras dans les abattoirs Hallal. Pour cela aussi il faut une tolérance zéro. J'appelle donc à la plus grande vigilance et à ce que chacun fasse le travail de se situer au plus près de ce qui se passe dans le MJCF. Je vous rappelle que les fêtes, les formations, les rendez-vous militants se déroulent pour leur grande majorité dans nos locaux, nous sommes responsables de ce qui s'y dit et s'y passe.

39 Corinne Matignon – Rhône

Nous avons à mener comme batailles parallèlement : la formation et agir pour aider les victimes.

Tout d'abord, revenir dans le débat sur les réunions non mixtes. Lorsqu'à la fédération du Rhône, les responsables de la commission égalité Femmes/Hommes m'en ont parlé, j'étais réticente, on ne pouvait pas se couper de la moitié de nos adhérents, c'était l'affaire de tous. Elles m'ont convaincu et je me suis aperçue, lors de cette réunion, que la parole des femmes s'était libérée. Elles ont pu dire des choses qu'elles ne pouvaient pas dire à l'intérieur du Parti. A partir de cette parole, la commission a travaillé à deux formations indissociables pour comprendre les mécanismes de l'agresseur et ce que vivent les victimes : la première pour comprendre la société patriarcale dans laquelle nous vivons, qui mène aux stéréotypes du genre, qui mène au sexisme et, du sexisme, à la violence. La deuxième, pour aider à comprendre ce qui se passe dans la tête d'une victime, les différents types de violences et ce qu'encourt pénalement l'agresseur. Le film « *Une femme comme moi* » sur le témoignage des femmes victimes d'agressions sexuelles au travail, a introduit cette formation, je vous invite à le diffuser largement.

Alors, comment agir quand on a connaissance d'une agression sexuelle ?

La priorité est d'écouter la victime, de la protéger et de l'accompagner. L'agression, le viol touche la personne dans son intimité et détruit une vie. Ce n'est pas pour rien que le viol est une arme de guerre dans de nombreux conflits internationaux.

Notre priorité est donc de l'accompagner et de l'aider à prendre contact avec des associations de victimes qui la prendront en charge dans sa globalité, au niveau médical et juridique et d'interpeller le dispositif à travers le boîte mail « stopviolences@pcf.fr » qui prendra le relais.

Tolérance zéro, c'est aussi écarter l'agresseur du Parti. Dès que vous avez connaissance d'un témoignage, plutôt que de régler seul les mesures d'éloignement, il faut contacter le dispositif

ou la commission des conflits. Car rapidement le mécanisme de l'agresseur est de se faire passer pour victime tout en faisant passer la victime pour une menteuse. On se retrouve dans nos fédérations, nos sections, à gérer une parole contre une autre, ce qui peut être insurmontable et peut conduire à la division du Parti.

40 Camille Lainé – Seine-Saint-Denis

Seul le prononcé fait foi

Comme je l'ai dit samedi dernier lors du Conseil National du MJCF, je tiens à assurer les victimes de mon soutien plein et entier, qu'elles aient pris la parole publiquement ou non. Je les crois et je suis de leur côté. Ces actes sont insupportables et n'auraient jamais dû avoir lieu. J'en suis désolée.

Depuis que je suis Secrétaire Générale, depuis mars 2016, j'ai été saisie à plusieurs reprises. J'ai toujours essayé d'agir de mon mieux, à chaque fois, je n'ai jamais choisi de fermer les yeux. Je n'ai pas toujours su répondre parfaitement, j'ai été parfois maladroite et là encore je le regrette sincèrement.

Systématiquement, les témoignages ont été pris au sérieux, l'agresseur mis à l'écart. Certes, avec plus ou moins de difficultés, de rapidité et il y a eu des défaillances étant donné qu'il n'y avait pas de dispositif clair et identifié. Effectivement, nous n'avons jamais communiqué sur notre gestion des cas de violences. Nous voulions à tout prix garantir aux victimes la protection et la discrétion.

J'ai bien en tête la gravité de la situation. Tout cela m'affecte énormément puisque pour moi, mon engagement féministe et mon engagement communiste sont indissociables. D'autant plus que je suis la deuxième femme Secrétaire Générale du MJCF et que je prends de plein fouet des problèmes qui datent d'avant moi aussi parce que je suis une femme.

Je travaille donc avec beaucoup de sérieux à la mise en place de la commission qui a été votée samedi dernier en conseil national du MJCF en lien avec le Parti Communiste. Nous avons d'ailleurs eu une première réunion de travail, la commission et moi-même avec Hélène hier. Nous avons eu clairement des difficultés dans l'accompagnement des victimes, nous avons pêché là-dessus. C'est d'ailleurs pour cela que les camarades de la commission seront formées par des associations et des professionnel.les pour pouvoir être à l'écoute des victimes et les aider du mieux possible.

Je sais qu'on me reproche des maladresses, des phrases maladroites, je l'entends et je m'en excuse. Jamais je n'ai eu l'intention de blesser qui que ce soit. Pour ne plus que ça se reproduise, des camarades identifiées sur la question, aujourd'hui membres de la commission, seront formées et disponibles. Des actions de prévention, des formations et ateliers, des changements de pratique dans les temps nationaux et collectifs seront mis en œuvre. J'entame d'ailleurs un travail autour de notre camp d'été, son encadrement notamment concernant les mineurs, l'alcool.

Je réaffirme que les agresseurs n'ont pas leur place dans notre organisation. À aucun moment je n'ai dit le contraire. Je veux que notre organisation garantisse à toutes et à tous un militantisme serein et sécurisé.

Il s'agit d'une responsabilité collective, d'un travail à faire en commun. Chacune et chacun de nous doit se remettre en question.

A titre personnel j'ai été confrontée à de nombreux obstacles, structurels ou individuels, quand j'ai dû agir pour écarter des agresseurs, que ce soit dans toutes les structures du mouvement ou dans les fédérations. Je ne m'étendrai pas plus ici. Maintenant, nous avons besoin d'avancer ensemble.

Notre priorité, doit être la mise en œuvre rapide et efficace d'un dispositif clair et identifié. Lors de notre réunion d'hier avec Hélène et la commission du MJCF nous avons d'ores et déjà entamé le travail et enclenché beaucoup de choses :

- Le partenariat entre le PCF le MJCF et le CFCV comme l'a expliqué Hélène dans son intro.
- Réécriture du livret tolérance zéro du PCF pour que le MJCF puisse y être intégré et que le livret soit diffusé partout dans le mouvement.
- Nous avons lancé la formation de la commission avec des professionnel.le.s
- La préparation de modules de formation sur les violences sexistes et sexuelles pour les cadres du mouvement mais aussi les fédérations.

Je tiens à remercier Fabien pour sa disponibilité, Hélène pour son travail sans relâche sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles mais aussi le féminisme dans sa globalité depuis des années. Je la remercie aussi de sa disponibilité pour le MJCF. Un grand merci aussi aux référent.e.s du dispositif tolérance zéro du PCF qui font un travail très dur et avec beaucoup de bienveillance et de disponibilité.

Le chemin est encore long et il y a beaucoup de travail devant nous, mais nous avancerons, il le faut, et j'en ai la volonté ferme et résolue.

41 Marie-Christine Burrigand - Rhône

J'ai beaucoup apprécié la richesse du rapport d'Hélène Bidart et je suis en accord avec la résolution proposée au CN sur cette question et les propositions qu'elle contient qui me semblent intelligentes et éclairées, de nature à nous permettre d'affronter les derniers événements. Nous avons sans doute eu nos faiblesses quant au féminisme, mais nous devons aussi nous rappeler que le groupe communiste à l'Assemblée nationale est le seul à avoir unanimement voté en 1975 la Loi Veil sur l'IVG et s'est toujours battu pour le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale, condition de son accès pour toutes les femmes. Quant à la parole des femmes du monde populaire dans ces batailles, je ne pense pas qu'elles aient été à la traîne de la bourgeoisie notamment concernant l'IVG. Le procès de Bobigny a été déterminant pour l'adoption de la Loi. Ce sont des femmes des quartiers populaires et salariées modestes qui étaient poursuivies et ont accepté d'en faire un combat. L'avocate Gisèle Halimi a joué un rôle fondamental dans le combat pour l'IVG et mériterait d'être plus souvent citée quand on évoque cette loi. Au procès de Bobigny, des centaines de femmes scandaient devant le tribunal : « L'Angleterre pour les riches, la prison pour les pauvres. » Dans les quartiers populaires, une réelle solidarité des femmes existait, soutenues par certains médecins, pour permettre aux femmes d'avorter sans mettre en jeu leur vie.

Concernant la proposition des commissions non mixtes, cela mérite d'en discuter plus précisément. Les femmes de ma génération ont connu au Parti les commissions femmes dans lesquelles il n'y avait que des femmes. Elles évoquaient souvent des questions spécifiques concernant les femmes, depuis le droit à disposer de son corps jusqu'aux difficultés à prendre des responsabilités à cause des mentalités, mais aussi de leurs conditions de vie marquées par une double journée. Ces commissions ont contribué à ce que des femmes prennent des responsabilités. En même temps, beaucoup d'entre nous ne pensaient qu'à en sortir par crainte d'être enfermées dans des questions spécifiques. La mixité a été une grande bataille utile. Rien n'empêche une fédération, une section d'organiser des réunions spécifiques aux femmes si la demande, le besoin s'exprime ou se fait sentir. Il me semble que c'est la raison de s'en tenir là sans créer obligation ou institutionnalisation.

42 Aline Guitard – Rhône

La question de la formation sur le patriarcat, les violences sexistes et la culture du viol est essentielle si j'en juge par les réactions le 8 mars de camarades féministes s'interrogeant sur les comportements des victimes (tenues, dormir avec quelqu'un sans vouloir coucher...). Il faut une vraie réflexion sur ce qu'est le consentement et sur les rapports homme/femme mais aussi homme/homme et femme/femme. Par ailleurs, les espaces et les temps non-mixtes sont un outil à généraliser. Il ne s'agit pas de créer des « commissions non-mixtes » ou de faire

travailler les hommes et les femmes de façon séparée. Il est seulement question de permettre aux femmes sur des temps précis de parler librement, d'exprimer leurs préoccupations (et pas seulement sur le sexisme) sans être coupées, regardées de haut... et ainsi repartir « boostées », renforcées pour tous les autres temps de militantisme mixte. Enfin, il va être essentiel de réfléchir à l'échelle des sanctions, y compris dans le temps, dans l'orga et la société tout en travaillant au lien entre sanction et éducation.

43 François Jacquart – Ardèche

Merci d'avoir porté cette question à l'ordre du jour du CN. Un rappel ; la connaissance de faits doit conduire à un signalement au procureur. La responsabilité juridique d'un secrétaire départemental est entière et donc si j'étais confronté à une telle situation d'agression sexuelle, je le ferai. Concernant l'accueil sécurité de notre parti, nous partons de loin mais les choses évoluent, la place de nos camarades femmes est développée et acceptée mais il reste à faire. Il reste à faire aussi lors de la Fête de l'Huma pour mettre en place des dispositifs dans les stands, dans la fête pour protéger, prévenir de toute agression sexuelle et pour aider si nécessaire au dépôt de plaintes. Enfin, nous devrions avoir un retour régulier au CN de cette question pour mesurer les dispositifs mis en place.

45 Dominique Tripet – Loiret

Tout d'abord et en préambule, je voulais ici remercier Hélène Bidard pour le rapport qu'elle vient de présenter ainsi que Pierre Laurent et Fabien Roussel. Pierre pour avoir, lors de son mandat, permis que se crée le dispositif que l'on connaît, mais aussi Fabien pour sa réactivité, les consultations larges et attentives qu'il a faites en moins de dix jours, pour en arriver aux annonces faites aujourd'hui. Par ailleurs, si mes camarades ont eu des interventions « pudiques », mesurées, justes cependant, je voulais vous indiquer que mon intervention serait autre, celle d'une femme militante, engagée, libre de s'exprimer, même trivialement, comme je le faisais lorsque j'étais au Planning familial, et qui va regrouper ce que nombre de camarades femmes m'ont rapporté ces dix derniers jours, et qu'elles ont vécu au sein de notre parti. Cette parole, ces interventions seront donc nôtres. « Nous voici donc dans la tourmente des scandales d'agressions sexuelles, harcèlements, viols, violences qui entachent notre parti. Même si ces violences sont systémiques, symptômes mêmes de la domination masculine et patriarcale qui traverse notre société, et que notre parti n'est hors sol, eh bien même si cela me fait mal en le disant, nous y voilà. Je veux indiquer ici que lorsque j'étais au Planning familial, je faisais entre autres de l'écoute et de l'accompagnement, tout comme je continue à le faire comme militante d'abord, conseillère municipale aussi. Alors oui, je savais que cela pouvait se passer dans mon parti. Mais l'article du *Monde* a été pour moi un véritable séisme, attaquant mon intégrité militante, et ce qui y est décrit est tout simplement pour moi insupportable. Mais puisqu'aujourd'hui tout va changer désormais, que nous sommes toutes et tous d'accord pour dire que ce n'est plus possible ni acceptable eh bien voilà : Je rêve de ne plus entendre dans mon parti : « Pas de ça chez nous, nos statuts sont clairs. » Ben non, désolée, ils ne sont pas si clairs que cela. Toute violence non énoncée clairement peut faire l'objet d'interprétation. Et puis, entre vous et moi, désolée d'avoir à paraphraser l'ignoble Bigard, mais quel parti, oui quel parti oserait mettre dans ses statuts : « Nous pratiquons le lâcher de salopes, et les jeunes femmes sont à votre disposition, et vous pouvez sévir tranquillo... » Par ailleurs, je n'ai jamais entendu dire que d'avoir dans une poche, un portefeuille, une carte d'un parti, fut-il le nôtre, protégeait comme un vaccin contre le sexisme, machisme, le harcèlement, les viols, violences, etc. La preuve ! Je rêve de ne plus entendre dans mon parti : « Vous êtes injustes ou outrancières, tous les hommes ne sont pas comme cela », ce que les féministes appellent le NotAllMen. Mais vous croyez quoi ? Que les

femmes ne le savent pas ? Et puis vous voulez quoi ? Que l'on vous félicite simplement parce que vous êtes des types normaux qui vous comportez simplement et normalement avec les personnes qui vous entourent, d'égaux à égales, que l'on soit femmes ou hommes ? Non, désolée, nous allons nous passer de ce type de réflexion... Je rêve de ne plus entendre dans notre parti : « Ben moi, ma femme, ma fille, ma mère, sœur, etc., elles savent se défendre, elles ne se laissent pas faire... » Ben très bien, mais il n'y a rien qui vous choque là-dedans ? Et celles qui ne savent pas se défendre ou réputées telles, tant pis pour elles ? Elles sont responsables de ce qui leur arrive ? Sans compter ce que cela sous-entend : « Apprenons à nos filles à se défendre »... Mais comment éduquons-nous nos garçons en ce cas ? Comme des agresseurs ? Et une éducation non violente, respectueuse de l'autre, avec des rapports pacifiés et non agressifs envers l'autre, d'égaux à égales, y avez-vous pensé ? Je rêve de ne plus entendre dans notre parti un cours d'histoire en guise d'excuse : Oui, nous le savons que notre parti a été le 1^{er} à élire des femmes conseillères municipales en 1925, bien avant que nous ayons obtenu le droit de vote. Il n'empêche, nous continuons à entendre au moment des élections que tout de même, la parité, hein, on s'en passerait bien, que c'est injuste de mettre une femme tête de liste, alors qu'il y a un camarade compétent qui pourrait être plus éligible. Parce que figurez-vous qu'intrinsèquement, pour certains, nous autres femmes devons montrer, démontrer encore plus nos compétences. Sans doute ne savons-nous pas lire, comprendre, n'avons-nous pas les mêmes capacités d'analyses, ou bien ne savons-nous pas apprendre sur le tas. Nombre parmi vous sont capables de dire qu'à l'école, au collège, lycée et même université, les femmes réussissent mieux, mais alors après, quelle déconfiture... L'autre argument serait qu'il y a moins de femmes que d'hommes dans notre parti, ce qui est une réalité. Il n'empêche, nombre de femmes adhèrent, viennent une ou deux fois, puis s'en vont... S'est-on demandé pourquoi ? J'en ai une petite idée, mais passons... Je rêve de ne plus entendre dans mon parti : « Tout de même, certaines ont des luttes hein, la féminisation des titres ou l'écriture inclusive, il y a bien d'autres combats plus importants à mener... » Et pourtant, depuis des siècles, cela participe à l'invisibilisation des femmes dont nombre se sont fait voler leurs écrits littéraires, philosophiques, leurs travaux scientifiques, recherches médicales, mais peu importe, hein... Dans notre parti, nous sommes capables de décrypter des textes de lois souvent complexes et obscurs pour les amener à la compréhension du plus grand nombre, mais en même temps nous serions incapables de révolutionner l'orthographe et grammaire pour faire droit à cette institution sexiste, machiste et misogyne qu'est l'Académie française ? Je rappelle tout de même que c'est un abbé jésuite, l'abbé Bouhours qui théorisait que lorsque deux genres se rencontraient, il fallait que le noble l'emporte. Peu importe qu'auparavant existait une règle de proximité. Nous voici donc à mener bataille pour montrer pourquoi cette lutte n'est pas anodine, mais participe de notre reconnaissance pleine et entière ! D'égaux à égaux ! Je rêve de ne plus entendre : « Pfff... Celle-là, elle parle fort, elle est outrancière, agressive », lorsque nous nous affirmons, alors que dans le même temps, un camarade qui s'exprime de même façon est valorisé : « Il est fort de ses convictions, que l'on soit d'accord ou non avec lui, etc. » Je rêve de ne plus entendre : « Celle-là, elle en a plus qu'un mec, sous-entendu bien évidemment « des couilles » ! Je rappelle à toutes fins utiles que le courage ne se loge pas dans cet organe. Je rêve de ne plus entendre par des copines que des « camarades » hommes puissent leur répondre lorsqu'il y a des échanges un peu vifs : « Ben quoi, t'as tes règles ou quoi ? », ou selon l'âge : « C'est ta ménopause qui te travaille ? », ou bien : « Toi, tu as été mal baisée hier... » etc. Je tiens à vous signaler que nous, on s'en fout si vous avez des problèmes de prostate, d'andropause, que jamais nous venons vous interroger sur vos capacités érectiles, ou sur la précocité de vos mictions séminales... Je rêve que l'on ne coupe plus la parole des femmes dans nos assemblées au prétexte qu'il faut faire court alors qu'un camarade a parlé pendant près de 10 minutes auparavant sans que quiconque lui ait dit quoi que ce soit...

Et quant aux comportements de certains : Non, vous ne pouvez pas vous servir du fichier adhérents, et en l'occurrence adhérentes, pour vous mettre en contact, que vous souhaitez intime, avec des camarades femmes. Et je parle bien ici de ce que certains pensent comme de la drague, alors qu'ils dérangent, insistent lourdement, ne respectent pas non plus les fins de non-recevoir de nombre. Cela s'appelle du harcèlement. Non, vous ne pouvez pas brandir la présomption d'innocence comme principe de précaution pour ne pas écarter un agresseur/prédateur. Vous le protégez, lui, en agissant ainsi, tout en renvoyant les victimes qui devraient être entourées, sécurisées, à leurs traumatismes, peur, insécurité, les laissant seules face à ce qu'elles ont vécu... Non, comme je l'ai dit lors de mon intervention au congrès en novembre dernier, vous ne pouvez brandir la libération sexuelle comme argument pour ne pas entendre le NON qui vous est opposé. De même, dénoncer le mariage ou la mise en couple, comme institution bourgeoise, pour contraindre une femme à une relation sexuelle non consentie est un viol. C'est une prise de pouvoir sur l'autre, une domination exercée à tous prix. Le viol, utilisé comme arme de guerre, vous connaissez ? Non, une relation sexuelle consentie à minuit, ne signifie pas qu'à 3 heures du matin vous avez le droit d'outrepasser le NON qui vous est fait alors ; là aussi c'est un viol !

Bref, je vais arrêter là avec cette liste non exhaustive. Je pense malgré tout qu'il serait bien, en plus de toutes les mesures qui ont été annoncées, de se donner les moyens de faire une enquête indépendante, afin de faire un état des lieux sur la place des femmes dans notre parti. Quel rôle y jouent-elles ? Qu'y vivent-elles ? En termes de sexisme, machisme, harcèlement moral et/ou sexuel, agressions verbales, physiques, sexuelles, viols, violences... Et aussi de vérifier que lors de la création de notre dispositif, nous avons bien pensé à un accompagnement psy et juridique des victimes, sinon le rajouter... Je pense également que nous ne devons pas faire l'économie d'une même enquête en ce qui concerne la LGBTQIphobie ainsi que le racisme, au risque de voir de nouveaux scandales nous éclabousser très bientôt. Enfin, comme je l'ai dit au début de mon intervention, et je le rappelle, ces violences sont systémiques. Les statistiques nous le disent, plus d'un tiers des femmes, en fait 4 femmes sur 10, ont été ou sont confrontées à de la violence au cours de leur vie. Alors voilà, en nous regardant toutes et tous aujourd'hui, je voudrais faire un petit test, avec l'aide de mes camarades femmes, et si elles l'acceptent bien entendu, rien n'est obligatoire. Je vais demander à celles qui ont vécu des violences de bien vouloir se lever, et je ne parle pas forcément de violences subies au sein de notre parti, même s'il faut le dire, le sexisme qui y est vécu réactive les traumatismes. Pour ma part, je le fais, maintenant. Une vingtaine de femmes m'ont suivie sous les applaudissements de l'assemblée. Nous étions 110, quasi à parité, statistiques terribles validées. Et plusieurs sont venues ensuite, en larmes, me remercier. J'en ai été bouleversée. Je ne pensais pas tomber si juste. Merci à elles d'avoir osé. Voilà, nous avons désormais du travail qui nous attend pour former tous nos camarades à cette lutte primordiale contre toutes les violences : sexisme, machisme, harcèlement, agressions sexuelles, viols, violences faites aux femmes... Faisons ensemble, femmes et hommes, en sorte que nous n'ayons plus à rêver l'égalité sur tout sujet. Faisons de notre parti un lieu « safe » où nous pourrions militer en toute sécurité, en toute fraternité et sororité. Merci.

46 Julia Castanier – Val-de-Marne

J'exprime ma solidarité vis-à-vis des victimes et salue leur courage. Je me réjouis des multiples paroles de femmes ce matin sous cette coupole. Enfin je tenais à saluer le rapport de ce matin. Il faut maintenant le faire vivre dans notre organisation. Car du chemin doit être encore parcouru. Car il y a des résistances. Et pendant des années, il y a eu dans le parti des lanceuses d'alerte dont la parole a été minorée. Je propose donc que le rapport d'Hélène

Bidard soit inscrit à l'ordre du jour des réunions de section pour qu'il y ait un débat dans l'ensemble du parti.

47 Pierre Laurent – Paris

Ce débat était nécessaire et très important. Je partage entièrement le rapport d'Hélène et la résolution. La préoccupation qui doit désormais être la nôtre est que ce débat et nos décisions ne restent pas confinés dans notre direction nationale, mais puisse infuser dans le parti, être connus dans nos organisations et permettre une prise de conscience.

Cela ne va pas de soi, nécessitera du débat, un refus des arguments d'autorité, la nécessité de convaincre. Nous sommes une organisation qui repose sur l'engagement volontaire, nous ne réglerons donc pas les problèmes par la seule réglementation ou par une nouvelle rédaction des statuts, sûrement nécessaire par ailleurs.

Nous devons accepter l'idée que nous sommes en travail, ce qui passe par de nouvelles pratiques pour libérer la parole et davantage par des efforts de conviction que des directives. Nos responsabilités en ce domaine sont collectives. A la fois dans notre parti et envers la Jeunesse Communiste à laquelle, à tous les niveaux, nous nous devons d'être attentifs et solidaires.

48 Anaïs Fleys – Hauts-de-Seine

Je veux redire mon soutien, et par moi le soutien de l'UEC, aux victimes de violences sexistes et sexuelles qui ont dû se mettre en danger pour qu'on puisse parler de ce sujet aujourd'hui. Je leur adresse mon soutien et aussi mon admiration pour leur courage et leur force. Également mon soutien aux féministes qui luttent dans nos organisations depuis des années, même quand ces débats n'étaient pas instruits ni partagés, et ce malgré les pressions, les moqueries, les menaces et les violences. Dans la période, notre priorité doit être, au-delà des formations et des dispositifs techniques, de remettre très profondément en cause nos modes de structuration et de fonctionnement démocratiques. Les rapports de pouvoir internes favorisent les violences sexistes et sexuelles au PCF, au MJCF et à l'UEC.

49 Nadine Garcia – Hauts-de-Seine

Je veux saluer le courage des victimes. Il n'est pas facile de prendre la parole au moment où on le fait et après. Sandrine Rousseau explique dans son livre toutes les difficultés qu'elle a rencontrées y compris dans sa propre famille après avoir porté plainte. On n'a pas salué tout de suite le courage des victimes et je craignais qu'on renvoie vers la justice sans prendre nos responsabilités. Je reconnais qu'assez vite on a réagi et j'apprécie. J'ai également apprécié le numéro de l'Huma. Pendant longtemps, les femmes se sont tuées pour protéger nos organisations et la façon dont on va sortir de ces difficultés peut faire grandir sur beaucoup d'aspects notre organisation. Ce n'est pas un sujet que pour aujourd'hui mais pour l'avenir mais comme l'a dit Pierre Laurent, il faut une prise de conscience. Sur notre responsabilité de chacun, à Nanterre, à l'initiative d'Hugo Pompagnac, secrétaire de section, et de Laureen Genthon, conseillère départementale, nous avons organisé de nombreuses rencontres dès le lancement du mouvement Me Too. On a réuni beaucoup de femmes et fait des adhésions. Dans le cadre du Congrès, on a été choqué par le résultat du sondage fait parmi les communistes en novembre 2017. Nous avons fait un atelier sur féminisme et une nouvelle adhérente a proposé des réunions non-mixtes. Elle nous a expliqué que dans un autre cadre elle avait accueilli 2 femmes communistes venues en disant que sur cette question elles ne pouvaient pas s'exprimer dans leur parti. Nous avons donc organisé des réunions non-mixtes car il est exclu que dans notre section des camarades ne puissent pas s'exprimer. La question est que ce qui se dit dans les réunions non-mixtes ne puisse se dire en AG soit parce que cela apparaît hors sujet ou par peur des réactions. Autre sujet : lors d'une course pour l'égalité, des

femmes d'un quartier populaire m'ont fait savoir qu'elles n'avaient pas pu inscrire leur fille à un cours de foot. Ces femmes portaient un foulard. Je pense qu'il faut arrêter de se polariser sur ce que les femmes ont sur la tête mais sur ce qu'elles ont dans la tête.

50 Hülliya Turan – Bas-Rhin

Soutien total aux victimes évidemment et accord avec la résolution et le dispositif. Pour autant, je me questionne sur le choix de l'intitulé « Tolérance zéro ». S'adresse-t-il aux victimes pour accompagner la parole, aux agresseurs (réels et supposés), dans ce cas sommes-nous dans une posture du punitif, quid de la question de la présomption d'innocence. Le principe a des limites dans les réalités. Chaque situation a sa singularité, notamment si la victime fait le choix de ne pas poursuivre un travail. Se pose la question de lien PCF-MJCF, notamment pour informer les responsables d'un cas d'agression sexuelle. Les discussions autour de la non mixité et racisé.e.s nécessitent un débat. Le CN ne peut pas se limiter à des avis mais instruire ce débat pour ne pas être sous l'influence du prêt à penser.

51 Marc Brynhole – Loiret (non communiqué)

52 Fabien Roussel – Nord

Il était important que nous ayons cet échange entre nous, que l'on prenne le temps car, effectivement, la situation est grave, d'autant plus grave lorsqu'elle arrive dans un parti comme le nôtre qui a toujours porté au plus haut la question du féminisme et du droit des femmes. Avant tout, je voudrais saluer le courage des jeunes femmes qui ont témoigné et leur réaffirmer tout notre soutien. Je recevrai Léa et Mathilde dans l'après-midi et je vais leur dire, comme à toutes les autres, que bien sûr, nous les croyons et qu'il n'y a pas de doute là-dessus. Par ailleurs, je tiens aussi à saluer le travail des membres de la commission – je les ai reçus – qui ont auditionné toutes les victimes, beaucoup dans la dernière période : Dominique, Hélène, Corinne qui sont intervenues ce matin, et aussi Gilles qui est absent. Ils ont recueilli beaucoup de paroles et c'est difficile pour elles, pour lui. Je leur dis ici que nous les soutenons. De la même manière, je voudrais également saluer les camarades, les animateurs, les responsables du Parti, de la JC, qui ont été confrontés à des cas, dans leur fédération, dans leur section, à ces situations douloureuses, difficiles à appréhender, parfois explosives. C'est pourquoi nous devons affronter cela ensemble. Et nous devons prendre garde à ne pas jeter la pierre à l'un, à l'une ou l'autre sur ce qu'il ou elle aurait dû faire, ne pas faire ou mieux faire, car c'est extrêmement difficile, je le mesure bien au fil de ces dernières semaines. Il nous faut donc discuter entre nous, ensemble, établir des procédures, pour que chacun, chacune, dans sa responsabilité d'animateur, ne se retrouve pas seul.e, démunie face à des plaintes si graves, des faits si douloureux pour les victimes. Cela a dû être très compliqué pour les camarades qui ont eu à traiter des cas comme ceux-là, ces dernières années.

Quand j'insiste pour dire, redire à ces victimes de viol, que nous les croyons c'est que je sais combien cette affirmation sans réserve est essentielle. Lorsque nous sommes allés rencontrer, le 7 mars, l'association qui héberge des jeunes femmes violées de moins de 25 ans, n'ayant pas de ressources et qui sont à la rue, la directrice du centre d'hébergement m'a précisé que sur 1700 jeunes femmes recueillies, qui ont toutes subi un viol, il n'y a eu qu'un seul cas de femme qui a menti. Une femme qui dit qu'elle a été violée ne ment pas. Il faut partir de cela et l'avoir toujours en tête. On ne peut pas s'appuyer sur autre chose, si ce n'est sur le travail de ces associations qui nous disent cela.

Bien-sûr ces agressions, ces crimes sont difficiles à traiter car nous ne sommes pas la Justice. Or, la Justice n'est pas saisie. Il y a 97 000 femmes violées par an dans notre pays, et une seule sur dix va porter plainte. C'est un problème de notre pays et le Parti communiste doit s'en saisir. Comment se fait-il qu'il y ait si peu de plaintes, qu'une femme sur dix seulement

s'engage dans cette démarche ? Je ne vais pas citer ici toutes les raisons, les associations nous les donnent, nous en connaissons ici quelques-unes. Il faut travailler beaucoup plus là-dessus car ce n'est pas acceptable. Les victimes de viol ne se sentent pas en confiance pour aller porter plainte et, de ce fait, il y a autant de prédateurs dans la société. On le sait, cela a été déjà un combat d'envergure pour que le viol soit qualifié comme un crime, passible aujourd'hui de 15 ans d'emprisonnement. Pour autant il n'y a que 3 % des plaintes qui vont au pénal pour crime, le reste passe pour des délits. Donc ces femmes nous disent qu'elles ne vont pas porter plainte, que la Justice ne les croit pas. Nous avons donc la difficulté des cas de ces jeunes femmes, ou ces jeunes hommes parfois, qui ne sont pas en confiance pour aller porter plainte et qui toutefois viennent nous parler de leurs drames. Pour certaines, certains, ils ne saisissent même pas le dispositif que nous avons mis en place, et ce n'est su, connu que par l'intermédiaire de l'entourage. Dans les cas où les victimes saisissent les référents du dispositif, ceux-ci peuvent accompagner, orienter, agir, réagir. Quand il y a plainte, la commission peut d'autant plus rapidement traiter, mais quand il n'y en a pas et que les victimes nous demandent de faire, entre guillemets, le travail de la Justice et exclure immédiatement, c'est plus compliqué. Sauf de dire que nous les croyons. C'est une question importante.

Je veux aussi préciser que nous allons auditionner toutes les victimes. Il n'y a pas que des victimes de viol, il y a du harcèlement, il y a des comportements... Souvent, quand il y a des témoignages, quand il y a des preuves, cela peut permettre de traiter rapidement. Quand c'est parole contre parole, c'est plus complexe sauf de partir du principe qu'une victime de viol dit la vérité.

Nous devons aussi prendre en considération autre chose que les associations nous disent, sachons-le : les viols, cela peut avoir lieu dans un parking désert au milieu de la nuit mais c'est rare. Les victimes de viol, le sont majoritairement dans l'environnement proche, parmi les amis, dans la famille, dans un environnement professionnel, parmi les gens que l'on connaît déjà et, pour cela, il est d'autant plus difficile pour les victimes de s'exprimer, parce qu'à chaque fois il y a la crainte de ne pas être crues, parce qu'il faut alors affronter les « cela n'est pas possible », « pas lui, je le connais » ...

Nous devons mesurer tout cela, en mesurer la portée et avancer. J'ai demandé aux camarades référent·es de notre dispositif, une fois qu'ils auront recueilli toutes les paroles, pris les dispositions avec la commission de médiation et de règlement des conflits de notre parti, que nous ayons un travail approfondi sur l'ensemble de ces cas pour permettre d'améliorer notre dispositif. Car il faut l'améliorer, nous le savons.

Concernant les sanctions, il faut aussi travailler, à chaque fois, avec la commission des conflits.

Je tiens à revenir aussi sur le travail qui a été fait, nous nous en sommes parlés avec Pierre Laurent, nous avons ensemble remonté le cours des dispositions prises depuis de plusieurs mois . On ne peut pas dire que nous ayons mal agi et nous sommes l'un des rares partis à avoir mis en place un dispositif, à avoir libéré la parole. Hélène dans son rapport a rappelé la chronologie. Mais nous avons vu, nous voyons bien que cela n'a pas suffi.

Par exemple, lorsque le dispositif Tolérance zéro était saisi d'un cas sans qu'il y ait de plainte et qu'on transmettait le dossier à une fédération, il faut bien admettre qu'on lui passait là une « patate chaude ». Et les fédérations n'ont pas toutes réagi de la même manière, certaines disant « présomption d'innocence, c'est parole contre parole , le camarade accusé nous le connaissons bien », d'autres optant pour « on exclut immédiatement », une autre « nous allons convoquer un collectif et y travailler ». Chacun son appréciation, à chaque fédération une réaction singulière.

Nous manquons en fait d'une procédure précise, qui soit gérée par la commission des conflits, pour qu'on ne laisse pas les responsables fédéraux, les responsables de la JC démunis, sans

savoir comment faire. Il faut aussi considérer une difficulté sur les fichiers. On a vu qu'il y avait des camarades qui étaient exclus d'un côté, puis qui rentraient de l'autre. On veut préserver l'anonymat, donc on ne dit pas que tel camarade a été exclu. On ne peut pas avoir un fichier interne d'agresseurs, c'est interdit par la loi. Comment fait-on avec ça? Un certain nombre de questions comme celle-ci et d'autres sont soulevées, il va falloir apporter des réponses rapides. Nous avons donc du travail pour améliorer notre dispositif.

En tout cas, tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant, nous l'avons fait, je pense, avec la plus grande sincérité, avec la volonté de bien faire, d'écarter les agresseurs, de faire au mieux, dans le respect des victimes. Mais ça n'a pas toujours fonctionné. Je veux redire ici à tous les secrétaires fédéraux, aux camarades du Parti et de la JC, qu'ils ne culpabilisent pas, qu'il n'y a pas de responsabilité individuelle sur une question comme celle-là. Il y a une responsabilité collective, c'est la nôtre.

Disons-le nous ici, nous avons mis en place un dispositif, il y a eu des failles.

Nous allons l'améliorer et tout ce qu'il y a eu comme failles, nous allons faire en sorte que demain, on arrive à y répondre, répondre à toutes les difficultés que nous aurons identifiées. Sans doute il en ressortira une procédure plus claire, écrite, qui fera en sorte que dans toutes les fédérations, on saura comment traiter les choses.

Enfin, quand je dis que parfois les victimes ne vont pas voir la Justice, viennent nous voir et de fait nous demande justice. La position est extrêmement difficile. Il y a l'article 40 que l'on peut appliquer. Mais il est attaquant. Un employeur peut licencier, du jour au lendemain, lorsqu'il a connaissance d'un acte de harcèlement. Le parti peut le faire aussi avec un de ses salariés, mais pour les adhérents, ce n'est pas la même chose.

Il y a donc un tas de questions qui sont soulevées aujourd'hui, auxquelles nous devons répondre. Nous allons y travailler avec des juristes, des associations spécialisées. Des points d'étape seront faits avec vous, et nous validerons ensemble les processus.

Pour finir, je dirai qu'il y a un début de prise de conscience dans notre parti, comme l'a dit Pierre Laurent. Il faut faire grandir et être sincèrement, véritablement un parti féministe, pas que sur le papier. L'intervention de Dominique Tripet a montré que c'est dans nos comportements, dans nos manières d'être, dans ce que l'on dit qu'il y a un gros travail à faire. Mais pour améliorer nos dispositifs, il faut être clairs et faire passer le message : « Tolérance zéro, impunité zéro ».

Il faut accentuer le travail sur la question de la formation, de manière systématique, cela a été dit.

Il faut aussi débattre dans le Parti, cela nous a pris la matinée aujourd'hui, mais il ne faut pas que cela reste sous la bulle, il faut que cela infuse dans les fédérations, dans les sections.

Tout ce que l'on pourra faire, à l'issue de ces travaux, pour que les sections et les fédérations s'en emparent, faisons-le. Et si des fédérations, des sections ont des idées, des propositions, qu'elles les communiquent, cela enrichira notre travail et cela nous permettra d'avancer.

Si nous décidions de faire une enquête pour mesurer nos progrès et ce qu'il reste à faire, auprès de tous nos adhérents et adhérentes, alors faisons la pour que nous progressions toujours plus.

De ces difficultés, de ces drames, de ces scandales qui éclaboussent aujourd'hui notre parti, il faut sortir plus forts, il faut grandir, et donc pour cela les aborder de manière offensive et politique.

C'est un sujet de société, et comme la société nous voulons la changer, sur ces questions-là, nous devons changer aussi.

53 Sylvia Capanema – Seine-Saint-Denis

Tout d'abord je voudrais dire que je me réjouis d'autant de réactions de nos camarades ici sur le sujet des violences sexistes et sexuelles, de la condition des femmes plus largement parlant.

Contente de voir les prises de parole nombreuses, certaines avec propositions, et la prise de conscience de nos camarades. Je voudrais réagir ici sur la question de l'égalité femmes-hommes et le besoin d'imposer un changement de mentalités, de pratiques et de culture qui sont au fond de la question. Nous, en tant que parti qui se revendique féministe, comme dit dans nos communiqués, devons chercher à aller encore plus loin. Dans la section de Saint-Denis, nous avons fait pour la première fois un numéro de notre journal de section – d'ailleurs nommé *La Citoyenne* - exclusivement dédié à la question féministe ce mois de mars. Notre but était de réfléchir aux enjeux féministes du local à l'international, mais nous sommes conscient.e.s qu'en tant que parti politique révolutionnaire nous devons faire encore plus, même anticiper. Je souhaite donner ici deux exemples, avant de reprendre et de conclure aussi sur le vécu dans les quartiers populaires. Par exemple, en faisant référence au document distribué aujourd'hui au Conseil National et intitulé « Violences sexistes et sexuelles, tolérance zéro (notice à la destination des militant.e.s PCF) », j'ai deux propositions : Quand on lit dans le document sur la parité (page 3), j'ai envie de dire que nous devons aussi aller plus loin, aller jusqu'au bout de cette parité. En ce qui concerne nos élu.e.s, au niveau national, nous avons beaucoup plus d'hommes, et au niveau local, si les assemblées sont déjà paritaires, force est de constater – ce qui dénonce d'ailleurs de nombreuses féministes – que les hommes ont toujours les postes les plus importants ; ce sont les hommes qui sont maires, présidents de département ou EPT, quand c'est le cas. Ils ont aussi dans les exécutifs les délégations les plus importantes, cumulent plus de mandats. Sur ce sujet, le PCF fait comme tous les autres partis. Sur le CN aussi, si nous regardons le document qui a été distribué hier, certes nous avons une composition paritaire, mais sur les secrétaires fédéraux invités, ça donne 8 femmes pour 37 hommes ! Nous devons chercher les moyens et les conditions de faire une parité réelle et effective sur les postes de pouvoir locaux, d'élu.e.s nationaux et même de représentants communistes dans les institutions du parti. Les femmes doivent être au pouvoir. Quand on lit dans le même document sur la « parole dans nos réunions », là aussi, on peut s'interroger sur la parole publique et médiatique des femmes du PCF. Il suffit de regarder nos dernières interventions dans les médias. Un graphique publié par la revue *Regards* le montre bien, concernant l'année 2018, les hommes ont occupé les médias 87,65% du temps, et les femmes seulement 12,35%. Pour le PCF, 18 hommes ont été invités 142 fois et 5 femmes ont été invitées 20 fois. (Un exemple simple et illustratif, extrait d'un mail de la vie militante du 10 décembre 2018 : nous avons 8 interventions dans les médias entre le 10 et le 11 décembre, toutes les 8 assurées par des hommes...). Je souhaite enfin terminer sur l'expérience des quartiers populaires et aller dans le même sens du récit de la camarade de Nanterre tout à l'heure ici. Comme nous l'avons souhaité démontrer dans notre journal de section de mars comme dit ci-dessus, à Saint-Denis, ce sont les femmes qui tiennent une bonne partie de la dynamique sociale de la ville : elles sont les responsables d'associations, les plus nombreuses et actives dans les événements culturels et même politiques, la majorité des parents d'élèves. Cependant, elles restent très souvent dans les positions les moins favorisées, ont des revenus moins importants, des positions de moins de pouvoir et visibilité (y compris politique). Elles subissent aussi parfois les violences et les discriminations quotidiennes. Nous sommes dans des réalités de conditions de « cumul » – comme on dit sur place – de critères de discriminations et d'inégalités, ce sont des conditions intersectionnelles : femmes, noires, musulmanes, immigrantes, appartenant aux classes populaires, en condition de précarité, vivant dans un quartier stigmatisé... Pour faire le lien avec ce qui a été dit ce matin, sur les réunions mixtes ou non-mixtes, parfois il y a un sens de proposer des rencontres et des temps de non-mixité. Nous sommes en tout cas confrontés à des situations comme : avoir un groupe de femmes, voilées ou pas, qui demandent des créneaux dans les piscines car elles se sentent embêtées par les hommes sur place. Il faut en tout cas écouter, échanger, débattre. Ce sont les habitant.e.s de nos quartiers, les citoyennes, qui ne se sentent pas en condition de faire du

sport et d'utiliser les équipements publics parfois. Ce sont des questions qui se posent à nous. Sans vouloir les répondre ici, il est sûr aussi qu'une approche du féminisme dans les quartiers populaires encore plus doit nous interpeller pour créer des conditions de solidarités, de fraternités, de sororités, pour proposer quelque chose de vraiment nouveau et d'autres rapports sociaux plus égalitaires et inclusifs.